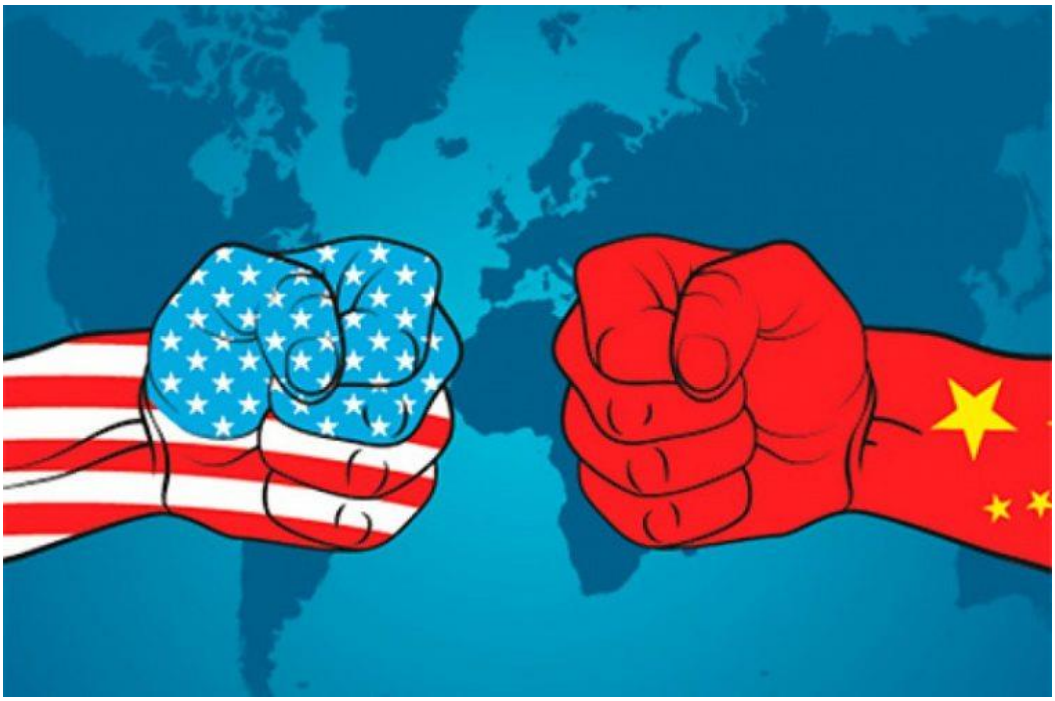


NATURE DES AFFRONTEMENTS COMMERCIAUX AVEC LA CHINE

(Sous la présidence de Donald Trump)

MSIE 34

$

Avant-propos

Depuis 1997 l'École de Guerre Économique forme des étudiants à l'analyse des confrontations économiques et commerciales.
Pour ce rapport, des étudiants professionnels ont mis à contribution leur année d'enseignements, des travaux de recherche en sources ouvertes et des entretiens avec des personnalités économiques ou correspondants experts en Intelligence Économique, afin de réunir une analyse et plusieurs exemples de cas de guerre commerciale.
Cette étude documentée tire des enseignements généraux et pédagogiques sur les affrontements commerciaux qui sévissent, en cette fin d'année 2020, dans le monde.

Ce travail a été réalisé sous la direction de Monsieur Christian Harbulot et Monsieur Charles Pahlawan, dans le cadre du MBA Management Stratégique et Intelligence Économique. L'École de Guerre Économique, donneuse d'ordre, est dépositaire des droits patrimoniaux.

Les auteurs, membres de la promotion MSIE34, sont : Hilaire Finyom, Carole Guillaume, Sophie Guldner, Rémi Heintz, Frédéric Jacquemard, Gnalhey Koffi, Adodo Komlan, Jéhanne Le Nain, Alban Mathieu, Chérubin Nkounkou, Bouchra Outaghani, Hadia Privat, Siaka Traore et Fabrice Villa.

Toute utilisation, diffusion, citation ou reproduction, partielle ou totale, de ce document ne peut se faire sans la permission formelle des rédacteurs et du propriétaire des droits patrimoniaux.

Table des matières

AVANT-PROPOS **2**

TABLE DES MATIERES **3**

I- UNE CONFRONTATION MAJEURE ENTRE LA CHINE ET LES ÉTATS-UNIS 4
A- Le Ping-Pong des taxes 4
B- Les embargos ciblés 5
i. Exportations technologiques américaines 6
ii. Investissements dans les start-ups américaines 6
iii. Les marchés financiers américains 6
iv. La liste noire 6
C- L'outil monétaire 7
II- EVOLUTION DE LA CONFRONTATION : LE CAS DE L'EUROPE 7
A- Pression chinoise sur l'Union Européenne 8
B- Allemagne 8
C- France 9
D- Pays-Bas 9
E- Suède 10
F- Suisse 10
G- Irlande 10
H- Portugal 11
I- Norvège 11
J- Autres pays européens 11
III- DURCISSEMENT DE LA POSITION DE CERTAINS ALLIES DES ETATS-UNIS 11
A- La limitation de l'investissement chinois en Israël 12
i. La riposte américaine face à l'influence grandissante de la Chine au Moyen-Orient 12
ii. Israël sous la pression des Etats-Unis 12
iii. Les accords dits Abraham : une offensive américaine contre la présence chinoise au Moyen-Orient 13
iv. La perspective d'un affrontement commercial entre Israël et la Chine 14
B- Le revirement de deux alliés historiques du monde anglo-saxon 14
i. La Grande Bretagne 14
ii. L'Australie 16
IV- REVELATION DE NOUVELLES ZONES D'AFFRONTEMENTS 19
A- L'Asie du Sud-Est, une zone de co-influence Chine/Etats-Unis 19
i. Des pays tiraillés entre leur dépendance commerciale à la Chine et leurs liens diplomatico-militaires avec les États-Unis. 19
ii. La 5G et Huawei, porte d'entrée de quelques pays dans l'affrontement commercial Chine -US 20
iii. Quelle riposte de la part de la Chine ? 21
B- L'Inde 22
i. L'amitié sino-pakistanaise : un élément essentiel au cœur du dispositif d'encerclement chinois 23
ii. Les mesures de ripostes indiennes 23

DIFFÉRENTS NIVEAUX DE CONFRONTATION **25**

METHODOLOGIE CHINOISE **36**

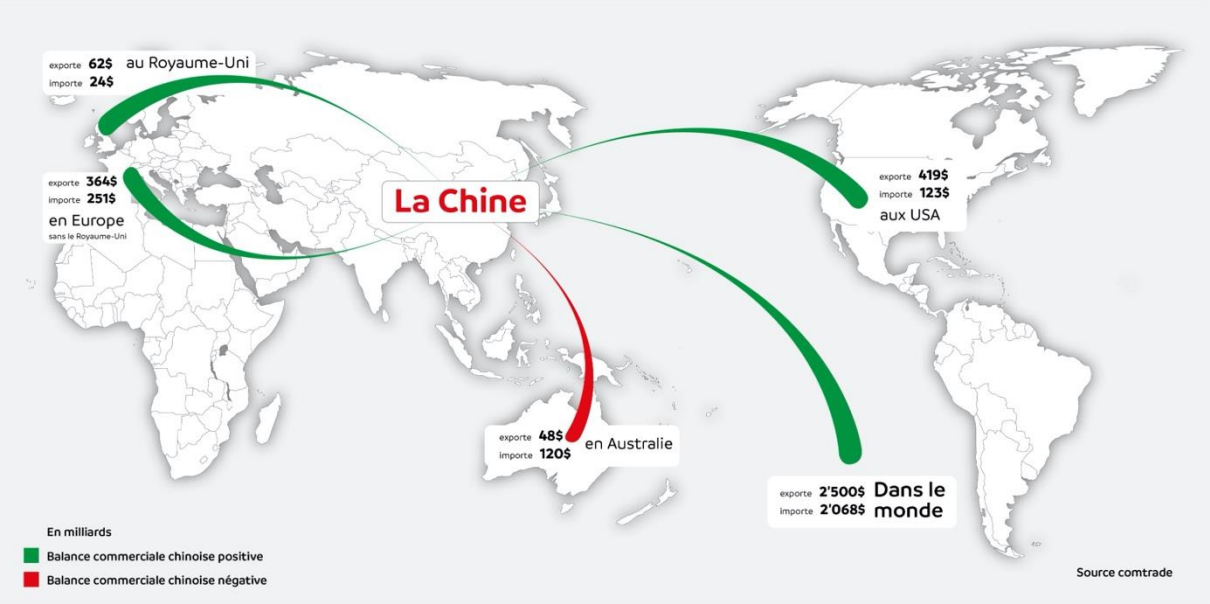
CONCLUSION **38**

« We can't continue to allow China to rape our country, and that's what they're doing. It's the greatest theft in the history of the world » President Trump 2011

I- Une confrontation majeure entre la Chine et les États-Unis

Le Président des États-Unis, Donald Trump, avait annoncé durant sa campagne électorale qu'il souhaitait rééquilibrer les relations commerciales entre les États-Unis avec le reste du monde. En contrepartie, la Chine représentant le plus gros déficit commercial des Etats-Unis (576 milliards de dollars en 2019)[1], a fait savoir qu'elle allait défendre ses intérêts et ceux de ses sociétés.
L'administration Trump et le gouvernement Xi se sont principalement focalisés sur trois types d'armes de guerre économique :

- Les taxes douanières,
- Les accords commerciaux bilatéraux, et
- L'embargo ciblé sur une compagnie ou un secteur d'activité dans le but de former une coalition contre la Chine.



Source Comtrade, graphique réalisé par les étudiants

A- Le Ping-Pong des taxes

Les hostilités entre les Etats-Unis et la Chine ont commencé officieusement en janvier 2018. La Maison Blanche a lancé une première attaque sur l'industrie des machines à laver et des panneaux solaires en instaurant une taxe de 30%, valable pour toutes importations, decrescendo sur 4 années (25% sur la 2nde année, puis 20% sur la 3ème année et enfin 15% sur la 4ème année).

[1] L'excédent commercial bilatéral est un indicateur très décrié par les économistes, en ceci qu'il prend en compte des composants fabriqués dans toute l'Asie (Vietnam, Japon…). Donald Trump l'utilise à des fins de communication.

En mars 2018, le conflit devient officiel, de nouvelles taxes supplémentaires sont imposées sur l'acier et l'aluminium à hauteur respectivement de, 10% et 25%. Puis, en avril 2018, sur 1 300 produits chinois pour un montant estimé à 50 milliards de dollars.

Jusque-là, la Chine n'avait pas riposté. Néanmoins, ces dernières taxes ont été le déclencheur d'une série de réactions. En avril 2018, la Chine a alors instauré des taxes punitives contre 128 produits américains (le porc, le vin ou encore certains fruits) pour environs 3 milliards de dollars.
Notons que la Chine a ciblé des produits issus d'Etats républicains facilement importables. Cette stratégie visait clairement les électeurs américains pour qu'ils exercent une pression sur leurs sénateurs.
La seconde salve a eu lieu en avril 2018 avec une taxe supplémentaire sur les avions, les voitures et le soja pour 50 milliards de dollars d'importations.

La balance commerciale ne s'améliorant pas, le président Trump a menacé l'introduction de nouvelles taxes sur la totalité des 500 milliards de dollars d'importation chinoises. Parallèlement, le président américain a demandé une étude visant à la taxation de pour 200 milliards de dollars.

En septembre 2018, Donald Trump met sa menace à exécution et instaure une taxe de 10% sur 200 milliards de dollars de produits chinois importés, tout en menaçant de continuer d'augmenter le taux à 25%.
A la suite à cette montée en puissance de la guerre économique, la Chine organise au mois de décembre 2018 une trêve avec les États-Unis de 90 jours pour travailler un rééquilibrage de la balance commerciale.
En mai 2019, les promesses chinoises tardant à se concrétiser, l'administration Trump mit à exécution sa menace et augmenta de 25% les taxes sur l'équivalent de 200 milliards de produits chinois.
Un mois plus tard, en juin 2019, la Chine, riposta avec 25% de taxes sur 60 milliards de dollars sur plus de 5 000 produits américains.

En dépit de la réponse chinoise, en août 2019,, l'administration Trump s'attaqua aux 300 milliards de dollars restants des importations chinoises avec une taxe de 10% supplémentaire. Une fois de plus, la Chine qui voulait apaiser les tensions tenta de trouver des compromis à deux reprises : une première fois en octobre 2019 et, une seconde en décembre 2019. Cependant, cela ne changea rien à l'arsenal américain mis en place pour faire plier le gouvernement chinois et accepter ses revendications :

- Ouvrir le marché chinois à la concurrence.
- Arrêter le transfert forcé de technologie.
- Ne plus dévaluer sa monnaie.

Notons que dans le cadre de ces négociations, la Chine a dû s'engager à augmenter ses importations américaines de 200 milliards de dollars (par rapport à 2017), réparties comme suit : agriculture (+32 Mds$), produits manufacturés (+78 Mds$), énergie (+52 Mds$) et services (+38 Mds$).

B- Les embargos ciblés

Conjointement aux taxes sur les importations, l'administration américaine a mis en place une stratégie de blocage sur plusieurs niveaux.

i. Exportations technologiques américaines

En avril 2018, les Etats-Unis se sont attaqués aux fleurons technologiques chinois en bloquant les exportations de composants des sociétés américaines sous couvert de sécurité nationale.
En juin 2019, un renforcement de ce dispositif avec la création d'une « liste noire » dans laquelle 4 nouvelles sociétés chinoises ont été ajoutées.

ii. Investissements dans les start-ups américaines

En juin 2018, il y a une révision des investissements dans la « Silicon-Valley » sur la base de leurs actionnariats. Par exemple, les sociétés (toutes nationalités confondues), ayant 25% de capitaux chinois ont, dorénavant, l'interdiction de s'y implanter.
Bien que cela ne se soit pas transformé sous la forme d'une loi, le CFIUS (Committe on Foreign Investment in the United States) a vu ses directives renforcées dans le cadre des investissements étrangers.
Sans directive officielle, les refus constants et répétés ont fait diminuer les rentrées de capitaux chinois de 4,7 milliards de dollars en 2018 à 560 millions de dollars en 2019. Cela représente une perte de 4,3 milliards de dollars.

iii. Les marchés financiers américains

Le dernier tir en date est la restriction sur l'accès aux bourses américaines. Ayant pour conséquence l'inaccessibilité des capitaux américains pour les sociétés chinoises.
Après une première réflexion en Septembre 2019, un projet de loi nommée « Holding Foreign Companies Accountable Act » a été voté par le Sénat en mai 2020 et par la Chambre des représentants en décembre 2020.
Cette loi exige que toute société étrangère cotée en bourse soit assujettie aux audits US Public Accounting Oversight Board, et ce pendant trois années consécutives.

iv. La liste noire

Au cœur de la stratégie Américaine de l'embargo ciblé : la liste noire (laquelle n'a cessé de s'agrandir au fil de ces trois dernières années).
Si nous prenons la chronologie de la liste noire, cela devient beaucoup plus évident :

1. **Sur fond de raison de sécurité nationale**
   - 18/04/2018 – ZTE (comme mentionné dans la première partie).
   - 06/04/2019 – Huawei (comme mentionné dans la première partie).
   - 24/06/2019 – 4 sociétés (comme mentionné dans la première partie).
   - 15/10/2020 – Ant Group sur liste noire ?
   - 30/11/2020 – CNOOC et SMIC sur liste noire ?
   - **Sur fond de non-respect des droits de l'homme (Région du Xinjiang et Hong-Kong)**
   - 12/10/2019 – 8 sociétés et 20 organismes publics chinois.
   - 22/05/2020 – 33 sociétés chinoises.

- 21/07/2020 – 11 sociétés chinoises.

2. Sur fond de la militarisation de la mer de Chine

- 26/08/2020 – 24 sociétés chinoises

Le président Trump a tenté de générer un buzz en publiant un appel à tous les Américains de ne pas investir dans les sociétés chinoises. Cela a eu pour conséquence l'agacement du parti communiste chinois qui a répondu à cet appel à sa manière.

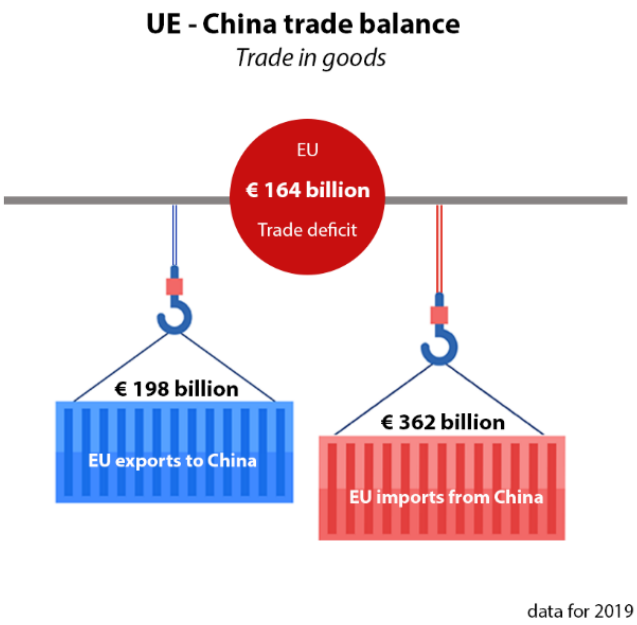
C- L'outil monétaire

A la suite des attaques américaines sur plusieurs fronts, la Chine, s'est sentie décontenancée, d'une part par les taxes sur les importations/exportations qui, fragilisent fortement sa capacité exportatrice, et d'autre part par la restriction concernant l'accès aux investissements et aux capitaux américains. Dos au mur, la Chine doit « sauver la face ».
En août 2019, le parti communiste chinois a ainsi décidé de laisser dévaluer sa monnaie pour contrebalancer les taxes sur les importations et les exportations. Depuis le Yuan/Renminbi a atteint la limite symbolique du 7 Yuan-Renminbi pour 1 U.S. Dollar. (Le Yuan est remonté par rapport au dollar américain (1US$ pour 6.54 CNY en décembre 2020).
La réponse chinoise aux attaques américaines consiste à faire le dos rond et encaisser les coups, trouver des alternatives aux produits américains (Brésil, Argentine, Europe, Japon…) et répondre autant que possible. Ainsi la Chine a aussi établi sa liste « noire » (non publique) de sociétés américaines et, a promulgué une loi limitant les exportations de technologies chinoises vers les Etats-Unis.

II- Evolution de la confrontation : le cas de l'Europe

C'est un affrontement asymétrique qui oppose la Chine, s'attaquant aux Etats individuellement, et l'Europe qui tente d'y répondre d'une seule voix. La Chine joue sur les divisions européennes. Actuellement, l'Europe évite la Chine (La Chancelière Allemande a annulé son déplacement en Chine officiellement pour cause de Covid) afin de préparer une position européenne solide. L'Union européenne et la Chine négocient un nouveau partenariat dans lequel les Européens recherchent une plus grande réciprocité dans les échanges avec la Chine en matière d'ouverture des marchés.

La Chine est devenue, au troisième trimestre 2020, le premier partenaire commercial de l'Union européenne, doublant les États-Unis. C'est une conséquence de l'épidémie de la Covid-19, et du rebond rapide de l'activité chinoise.



Source : Eurostat, images vectorielles Vectezy.com, graphique réalisé par les étudiants

A- Pression chinoise sur l'Union Européenne

Face aux pressions chinoises, les Européens ont été forcés d'adoucir leurs critiques dans leur rapport documentant la manière du gouvernement chinois de désinformer sur la pandémie de coronavirus. Contactés en urgence par des diplomates de haut rang chinois, les responsables du vieux continent, inquiets des répercussions sur les relations commerciales, ont préféré censurer certaines parties du rapport. Les stratèges de l'empire du Milieu ont certainement joué sur les divisions commerciales européennes et les besoins en matériel sanitaire. La guerre de l'information sur la crise sanitaire a des conséquences diplomatiques comme en France avec le recadrage de diplomates chinois à l'ambassade chinoise sur son interprétation de la gestion de la situation par les autorités françaises.

B- Allemagne

L'Allemagne est prise en étau entre les États-Unis et la Chine. Les Américains la somment de bannir Huawei de son réseau 5G ce qui provoque l'ire du PCC. Les deux géants font pression sur les importations automobiles allemandes (20 milliards de dollars, Chine 17 milliards de dollars). L'Allemagne essaie de trouver une voie médiane pour préserver ses intérêts économiques et industriels. Elle est le pays européen avec la plus grande dépendance économique à la Chine, plus de 7% de ses exportations lui sont destinées.

Bien que Berlin cherche à éviter l'affrontement avec la Chine, certains observateurs constatent un changement de ton du gouvernement allemand et les divergences politiques internes sont de plus en plus nombreuses. La Chine y est désormais perçue dans certains cercles de décision allemands comme un rival systématique.

Depuis 2017 le gouvernement allemand est vigilant pour protéger ses entreprises stratégiques, comme l'entreprise Kuka rachetée par les Chinois. Cet épisode a été perçu

comme un affront national. En 2018, China State Grid a tenté d'entrer au capital de l'opérateur de réseau électrique. Comme Berlin n'a pas trouvé d'investisseur privé, c'est la banque publique allemande KfW qui intervenue pour empêcher les Chinois d'entrer.

Le politicien allemand Manfred Weber a proposé d'interdire aux investisseurs chinois d'acheter des entreprises européennes pour 12 mois pendant la pandémie. La proposition est à l'étude à la Commission européenne.

Lors de sa session du 24 septembre 2020, le Bundestag n'a pas jugé utile de bannir Huawei spécifiquement, mais il indique qu'une analyse de sécurité sera obligatoire pour le déploiement d'équipement 5G. Cette annonce semble satisfaire le sous-secrétaire Keith Krach qui affirme « que les choses vont dans la bonne direction pour l'Allemagne ».

C- France

Huawei et ZTE subissent les effets de la pression américaine en France. Le sous-secrétaire américain continue sa tournée pour entraver le déploiement de la technologie chinoise en Europe. Le patron de l'ANSSI, Guillaume Poupard, annonce qu'il n'y aura pas de bannissement total de Huawei. Le constructeur chinois déjà implanté en France fait l'objet d'autorisations temporaire. Il semble bien que cette mesure s'apparente à une interdiction, mais qui laisse le temps aux opérateurs Bouygues Telecom et SFR, qui utilisent déjà cette technologie, de remplacer certains de leurs équipements. L'agence explique qu'il s'agit d'une gestion des risques et une question de souveraineté nationale.

D- Pays-Bas

Au 17eme siècle, l'Asie a aidé l'économie hollandaise à se développer en lui permettant de centraliser la revente de produits exotiques recherchés en Europe. Cette situation a notamment permis de favoriser l'excédent commercial néerlandais. En 2018, les Pays-Bas étaient le deuxième plus grand partenaire commercial de Chine au sein de l'Union européenne, tandis que l'empire du Milieu était le deuxième plus grand partenaire des Pays-Bas hors de l'UE.

Aujourd'hui, les Pays-Bas sont la sixième puissance économique de la zone euro et le cinquième exportateur de marchandises. Plaque tournante du commerce européen, la prospérité néerlandaise s'est toujours appuyée sur sa situation géographique pour développer ses activités tournées vers le commerce international. Véritable atout pour la Haye, son commerce extérieur représentait 158% du PIB en 2018 selon la Banque Mondiale.

Cette situation centrale au sein de l'Europe est exploitée par la Chine comme point d'entrée au sein du marché européen. Les importations en provenance de Chine, en hausse de 8,5%, alimentent le marché néerlandais mais également les réexportations vers d'autres pays européens. Cette attention particulière portée par la Chine aux Pays-Bas s'est notamment traduite par la visite, fin aout 2020 du ministre des affaires étrangères chinois, monsieur Wang Yi.

Ces relations économiques connaissent cependant des difficultés. La Haye, faisant suite au pressions américaines en 2019, travaille à la mise en place d'un système de contrôle des investissements étrangers qui vise plus particulièrement la Chine. Les Pays-Bas ont aussi renforcé leur vigilance relative aux actes d'espionnage chinois. Pékin étant accusé d'importer à partir des Pays-Bas des technologies employées dans la fabrication de semi-conducteurs.

Aujourd'hui, la Chine poursuit son projet des nouvelles routes de la soie qui vise entre autres à relier la Chine à l'Europe en passant notamment par une voie maritime en provenance des Pays-Bas. Cette situation risque de transformer un axe commercial favorable aux intérêts européens en un point de sortie commercial favorable à la Chine. Cette situation laisse craindre que Pékin souhaite à terme utiliser à son avantage le commerce international au détriment de l'Europe.

E- Suède

Les relations bilatérales sino-suédoises ont longtemps été au premier plan des échanges de la Chine avec le monde occidental.
Le développement constant des relations économiques et commerciales entre les deux pays étant un point fort : la Chine est le plus grand partenaire commercial de la Suède en Asie, en même temps la Suède est le plus grand partenaire commercial de la Chine en Europe du Nord.
Mais les relations sino-suédoises ont connu un revirement surtout avec l'affaire Gui Minhai accusé d' *« avoir fourni illégalement des informations à l'étranger ».* Pékin affirme à son sujet qu'il a renoncé, en 2018, à la nationalité suédoise, acquise il y a trente ans, pour retrouver la nationalité chinoise ce qui a eu pour effet de jeter un peu plus d'huile sur le feu entre les deux pays.
Cédant à la pression des États-Unis, la Suède a interdit les équipements Huawei et ZTE sur ses réseaux 5G. La Chine furieuse de cette décision a mis en garde la Suède de revoir sa position qui est perçue comme une discréditions des entreprises chinoises. Une chose qui pourrait avoir des répercussions économiques quant au poids des différents échanges commerciaux.
Voyant cela comme une insulte à leur pays, la chine par le biais de son ambassadeur chinois lors d'un interview à la radio publique chinoise hausse le ton et déclare : *« Nous traitons nos amis avec du bon vin, mais pour nos ennemis, nous avons des fusils de chasse. »*
Des mots pour exprimer que la réponse de la Chine sera très salée et que la Suède a tout intérêt à revoir sa position.

F- Suisse

La Suisse a signé en 2013 un accord de libre-échange avec la Chine. Il n'y a pas de volonté du législateur de limiter l'accès au marché de la 5G aux acteurs chinois. Sunrise, le deuxième opérateur mobile utilise la technologie Huawei pour son réseau 5G. L'entreprise emploie 350 collaborateurs en Suisse. Il n'y a pas d'affrontement commercial visible.

G- Irlande

L'Irlande favorise le commerce, elle a signé des accords bilatéraux avec la Chine notamment dans les secteurs des services. Elle y voit les investissements chinois comme un bien pour sa santé économique. La tendance est au renforcement des liens économiques entre les deux

Etats. En 2019, les exportations totales de services de l'Irlande ont été évaluées à 221,4 milliards d'euros, tandis que ses importations totales de services ont été évaluées à 296,7 milliards d'euros, avec un déficit commercial de 75,3 milliards d'euros.

H- Portugal

Il existe un accord bilatéral entre la Chine et le Portugal appelé « Forum pour la coopération économique et commerciale entre la Chine et les pays de langue portugaise ». Il n'existe pas donc pas d'affrontement à ce jour avec la Chine, mais le Portugal reste au centre de la guerre sino-américaine, concernant les investissements au Portugal. Les États-Unis exercent une pression sur le Portugal afin qu'il boycotte Huawei, mais pour l'heure le Portugal n'est pas encore réceptif.

I- Norvège

Il existe un accord de libre-échange avec la Chine, et les relations à ce jour semblent être en de bons termes même si en 2010, il y a eu quelques divergences**.**

J- Autres pays européens

De nombreux pays d'Europe ne sont pas mentionnés dans cette étude, et ce pour plusieurs raisons. Tout d'abord car les initiatives chinoises à leur encontre ne bénéficient pas d'un écho médiatique important. De plus, ils ne disposent parfois pas d'organismes performants en matière d'intelligence économique, ni de capacités de riposte suffisamment dissuasives. Enfin, nombre d'entre eux voient en la Chine un partenaire commercial qui favorisent leurs intérêts économiques.

Néanmoins, il convient de garder à l'esprit que ces pays, parfois membres de l'Union Européenne, n'en reste pas moins des cibles de choix pour Pékin qui les rend dépendant de son influence et affaiblit ainsi l'Union à long terme.

La notion de « rival systémique » fait son apparition dans le vocabulaire européen, à l'égard de la Chine. Le terme est utilisé dans tous les pays, que ce soit à la Commission européenne, en France, en Allemagne ou en langue anglaise. Nous avons recensé plus de 190 articles en français, 100 en allemand et 1 600 en anglais y faisant référence.
Le message semble avoir bien été reçu en Chine. Le président Xi Jinping appelle à resserrer les liens avec l'Europe et cherche à lutter contre cette image de rival systémique. Il est difficile de trouver l'origine du terme, mais il semble largement repris sur le vieux continent.

III- Durcissement de la position de certains alliés des Etats-Unis

Dans les zones d'influence des États-Unis, au-delà de l'Europe, nous observons un durcissement des relations commerciales. C'est le cas, en particulier d'Israël qui pourrait entrer dans un affrontement commercial avec la Chine, ou encore de l'Australie et la Grande-Bretagne avec lesquelles les hostilités ont déjà commencé.

A- La limitation de l'investissement chinois en Israël

i. La riposte américaine face à l'influence grandissante de la Chine au Moyen-Orient

Depuis quelques années, la Chine accroit son influence au Moyen-Orient à la faveur du désengagement américain. Elle a noué des partenariats avec les Etats de la région pour servir ses intérêts économiques, en particulier pour répondre à ses besoins énergétiques croissants. En outre, elle investit massivement dans le secteur des infrastructures et de l'énergie dans le cadre de son projet de « nouvelles routes de la soie ».
La plupart des alliés des Etats-Unis, en particulier, l'Arabie, les Emirats, considèrent la Chine comme un partenaire et approfondissent leur relation avec celle-ci dans le contexte de baisse des cours du pétrole. Le partenariat conclu entre l'Arabie Saoudite et Huawei, le 23 octobre 2020, pour le développement de capacités de l'Intelligence artificielle est révélatrice de cette tendance.
Les Etats-Unis, depuis l'élection de Trump et le déclenchement d'une guerre commerciale avec la Chine, réagissent à cette influence chinoise grandissante, en opérant une pression sur son plus proche allié dans la région, Israël.

ii. Israël sous la pression des Etats-Unis

La Chine investit significativement en Israël, depuis une dizaine d'années, dans les secteurs des infrastructures et technologiques (325 millions de dollars en 2018) et par le biais de l'achat d'entreprises tels que Tnuva.[2] A titre illustratif, des entreprises chinoises ont contribué à la construction des ports d'Haïfa et d'Ashdod. A noter que ces mêmes entreprises chinoises sont également impliquées dans des projets d'infrastructures en Iran.[3] En outre, selon le Rand Corp, les exportations israéliennes vers la Chine pour l'année 2016 représentaient un montant de 3 milliards de dollars tandis que celles de la Chine vers Israël équivalaient à 8 milliards de dollars [4]
De ce fait, depuis le début de la guerre commerciale sino-américaine, les Etats-Unis exercent une forte pression sur Israël pour qu'elle fasse obstacle aux investissements chinois dans le secteur des infrastructures. De fait, l'octroi par Israël à une entreprise chinoise, Shanghai International Port Group (SIPG), de la construction et l'exploitation d'un nouveau terminal au Port d'Haïfa, à proximité d'une base navale, pour une durée de 25 ans, a soulevé de vives inquiétudes aux Etats-Unis.[5] La pression des Etats-Unis a également pour objet d'empêcher la pénétration en Israël des entreprises technologiques chinoises, Huawei et ZTE, qui sont dans le viseur américain. Israël est peu encline à limiter les investissements chinois, en ceci qu'elle considère la Chine comme un partenaire et non comme une menace à son intérêt national. Néanmoins, il existe au sein de l'appareil sécuritaire israélien des inquiétudes concernant les

[2] The JerEtats-Unislem Post, Israeli government at odds over inspecting Chinese ventures, 4 juillet 2019.
[3] Idem.
[4] Montants mentionnés dans The Times of Israël, Breaking China: A rupture looms between Israel and the United States, 3 juin 2020.
[5] Haaretz, Israel is giving China the Keys to its largest Port – and the US Navy may abandon Israël, 17 octobre 2018.

investissements de la Chine dans les infrastructures stratégiques, en raison du partenariat sino-iranien. [6]

Conformément aux exigences américaines, un débat s'est tenu en Israël sur le contrôle des investissements étrangers au cours de l'année 2019[7]. Ce débat a conduit à l'introduction d'un mécanisme qui prévoit la mise en place d'un Comité en charge de l'évaluation des investissements dans les secteurs des télécommunications, de l'énergie et du transport. [8] Néanmoins, en août 2020, Les Etats-Unis se sont alarmés du fait que le Comité n'était pas actif et ne disposait pas de mandat. L'instabilité du contexte politique a servi de justification à Israël.

Consécutivement à une visite de Mike Pompéo en mai 2020, insistant à nouveau sur la nécessité d'empêcher la Chine de pénétrer le secteur des infrastructures, Israël a rejeté l'offre de la Chine concernant l'exploitation d'une usine de désalination qui a été attribuée à un consortium Israélien alors qu'une entreprise chinoise, China's Pan-Mediterranean Engineering Company (PMEC) avait passé le premier tour et était bien positionnée. [9] Elle a été disqualifiée au motif qu'elle manquait d'expérience alors qu'elle avait opéré un projet similaire à Singapour.

iii. Les accords dits Abraham : une offensive américaine contre la présence chinoise au Moyen-Orient

La crise de la Covid-19 a accentué les pressions américaines sur l'Etat d'Israël.

Les traités de paix, conclus entre Israël et deux Etats arabes, les Emirats et le Bahreïn, qui permettent de renforcer la coopération militaire, commerciale et économique entre ces pays, visent prioritairement à former un front anti-Iran au Moyen-Orient. Néanmoins, du point de vue de nombreux analystes[10], ce projet relève également d'une stratégie américaine visant à contrecarrer l'influence géoéconomique de la Chine dans la région. Les Etats-Unis chercheraient à créer une zone d'échanges privilégiée entre les pays du Golfe et Israël, visant à limiter la présence chinoise croissante dans la région.

Plusieurs éléments viennent étayer cette hypothèse :

Consécutivement à cet accord, DP world, l'opérateur portuaire émirati, et DoverTower, un groupe israélien, ont fait une offre commune pour l'un des terminaux d'Haïfa dans le cadre de la privatisation du port d'Haïfa. [11]A noter que la Chine a obtenu une concession de 25 ans pour la construction et l'exploitation d'un nouveau terminal à conteneurs en eaux profondes à Haïfa en 2019 et que les Etats-Unis mettent la pression sur Israël pour l'annulation de ce contrat.[12]La Chine chercherait une alternative en se positionnant sur le port de Beyrouth.

Concomitamment à l'annonce de l'accord de paix entre les Emirats et Israël, les Etats-Unis ont fait une déclaration concernant la conclusion prochaine d'un accord avec Israël en vue d'exclure la Chine du réseau 5G en Israël.[13]

---

[6] Idem.

[7] Idem.

[8] The Times of Israël, Breaking China : a rupture looms between Israël and the United States, 3 juin, 2020.

[9] The Times of Israël, Breaking China : a rupture looms between Israël and the United States, 3 juin, 2020.

[10] Atlantic Council's Ariel Cohen et voir aussi : MEI, China and the Abraham Accords Peace Agreement, 22 septembre 2020.

[11] MEI, China and the Abraham Accords Peace Agreement, 22 septembre 2020.

[12] The Times of Israël, Breaking China : a rupture looms between Israël and the United States, 3 juin, 2020

[13] Israel, U.S., near deal to exclude China from Israël 5G networks : U.S. official https://www.reuters.com/article/us-israel-Etats-Unis-5g-china-idUSKCN25A2CF.

Enfin, un Iran affaibli ou un Moyen-Orient davantage polarisé par la formation d'un front israélo-arabe est de nature à menacer les intérêts de la Chine[14] qui négocie un partenariat sécuritaire et économique majeur avec l'Iran qui prévoit des investissements en Iran d'un montant de 400 Mds$ sur une période de 25 ans dans le transport, l'énergie et la technologie, en contrepartie de la vente à la Chine de pétrole iranien à bas prix.[15]
Néanmoins, la Chine pourrait essayer de tirer parti du renforcement de la coopération israélo-émirati dans les secteurs de la cybersécurité et technologique, compte tenu de son avance en matière d'Intelligence artificielle. [16]

iv. La perspective d'un affrontement commercial entre Israël et la Chine

Enfin, le dernier épisode en date de mesures de restriction commerciales israéliennes à l'encontre de la Chine est le refus d'Israël de vendre des avions AWACS à la Chine en septembre 2020[17], alors qu'elle serait sur le point de conclure un accord avec l'Inde sur l'achat de deux Phalcon AWACS d'un montant estimé à 1 milliard de dollars. [18]
Pour mémoire, en juillet 2000, la décision d'Israël de rompre un contrat sur la vente de l'avion « Phalcon » à la Chine, sous la pression des Etats-Unis, avait lourdement affecté les relations entre les deux pays.
Jusqu'à ce jour, la Chine n'a pas riposté et se contente de faire des déclarations mettant en garde Israël contre « l'intimidation » américaine. La décision d'Israël concernant l'exclusion Huawei de son marché pourrait entrainer les deux pays dans un affrontement économique. La condamnation appuyée de la Chine à la suite de l'assassinat du savant iranien Fakhrizadeh est-elle le début d'une riposte de la Chine sur le plan diplomatique qui pourrait se traduire ensuite sur le terrain commercial ?

B- Le revirement de deux alliés historiques du monde anglo-saxon

i. La Grande Bretagne

Alors que le Royaume-Uni envisageait un rapprochement avec la Chine dans le cadre de l'après Brexit, les relations se sont considérablement tendues depuis quelques mois.
Les entreprises chinoises ont investi dans le pays 50 milliards d'euros sur la période 2000-2019.[19] En outre, la Chine a cofinancé la centrale nucléaire d'Hinkley Point C et il était attendu que la Chine développe ensuite une centrale avec sa propre technologie.[20]
Néanmoins, deux événements ont changé la posture des britanniques à l'égard de la Chine :

- L'élection de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis et sa décision de déclencher une guerre commerciale avec la Chine ;
- La nouvelle loi sur la sécurité globale imposée à Hong-Kong.

---

[14] Asialyst : https://asialyst.com/fr/2020/10/01/chine-comprendre-rapporchement-avec-iran-apres-accord-israel-emirats/.
[15] Infoguerre, Le rapprochement Sino-Iranien : nouveau champ d'action de la guerre économique, 27 octobre 2020.
[16] MEI, China and the Abraham Accords Peace Agreement, 22 septembre 2020.
[17] The National Interest, Israël won't sell AWACS to China, but aggrees to sell them to India, 2 septembre 2020.
[18] Al Monitor : Israel, India advance on Phalcon AWACS megadeal, 3 septembre 2020.
[19] Le Monde, Pour le Royaume-Uni, « l'âge d'or » avec la Chine est fini, 26 juin 2020.
[20] Idem.

La montée des tensions entre la Grande Bretagne et la Chine autour du bannissement de Huawei

Ainsi, en juillet 2020, sous la pression des Etats-Unis et de l'Australie, avec lesquelles les britanniques collaborent en matière de renseignement au sein du « fives Eyes », et sur fond de tensions diplomatiques concernant Hong-Kong, le Royaume-Uni a décidé d'exclure Huawei de la fourniture de nouveaux équipements aux opérateurs britanniques, à compter du 31 décembre 2020. A cela s'ajoute le retrait de tous les équipements existants du groupe chinois Huawei de ses réseaux 5G d'ici 2027.[21] Pourtant, les Britanniques, en début d'année, avaient fait le choix d'autoriser Huawei sur leurs infrastructures non stratégiques dans une limite de 35% du marché britannique. Les anglais ont donc privilégié le partenariat américain avec qui il négocie un accord de libre-échange.
Enfin, bien que la pression américaine ait joué un rôle majeur dans cette décision, une grande partie des députés conservateurs était favorable à l'exclusion de Huawei du réseau 5G. L'hostilité à la Chine a donc pris de l'ampleur au Royaume-Uni au sein du parti conservateur britannique.
La Chine a riposté, à travers un tweet virulent, qualifiant cette décision « d'erreur décevante » et a menacé les entreprises britanniques de représailles sur le marché chinois. En dépit de la faible part des revenus de Huawei sur le marché britannique, égale à 1%, la Chine craint un effet de contagion.
De surcroit, en octobre 2020, le Comité de Défense au sein du Parlement a fait état d'une collusion entre le parti communiste et l'entreprise Huawei. De ce fait, l'exclusion de Huawei du réseau britannique pourrait être avancée à 2025. [22]
Enfin, l'application TikTok fait l'objet d'une enquête au Royaume-Uni afin de déterminer si elle représente une menace à la sécurité nationale.

Les tensions autour de la loi sur la sécurité nationale imposée par la Chine à Hong-Kong

La loi de sécurité nationale imposée par la Chine à Hong-Kong, ancienne colonie britannique, ainsi que les atteintes aux droits de l'Homme de la Chine à l'encontre de la minorité ouïghour, ont accru les tensions entre la Chine et le Royaume-Uni. De fait, le Royaume-Uni a riposté en modifiant ses lois sur l'immigration pour faciliter l'octroi de la citoyenneté à 2,9 millions de Hongkongais.[23] Le Royaume-Uni a suspendu le traité d'extradition avec Hong-Kong et a étendu l'embargo sur la vente d'armes à Chine à Hong-Kong.
Néanmoins, les sanctions adoptées par le Royaume-Uni contre des personnalités saoudiennes, russes, hongkongaises ne comportent pas d'officiels chinois, révélant une volonté du Royaume-Uni de préserver ses liens commerciaux avec la Chine. [24]
La Chine a, à nouveau, menacé la couronne britannique de représailles. Elle a suspendu, pendant une période de trois mois, à partir du mois de janvier, un accord entre les places boursières anglaise et chinoises, permettant un financement des entreprises britanniques en

[21] The economist : A ban on Huawei further worsens Britain's relations with China.
[22] CNBC: UK lawmakers accuse Huawei of 'collusion' with Beijing, say telco's gear may be axed from British networks by 2025, 8 octobre 2020.
[23] The economist : A ban on Huawei further worsens Britain's relations with China.

Chine et vice-versa, s'en en évoquer la cause. [25] En matière de représailles, la chaine publique chinoise CCTV a décidé de ne pas diffuser un match du championnat anglais de foot. [26]
Outre ces mesures anecdotiques, ces tensions affecteront nécessairement l'économie britannique à moyen et long-terme, en ceci que la Grande-Bretagne compte sur la formation de partenariats commerciaux avec les grandes puissances économiques après le Brexit.

Les investissements étrangers dans les secteurs stratégiques, une nouvelle source d'inquiétude du Royaume-Uni

Enfin, un durcissement du régime de contrôle des investissements étrangers est à l'étude afin de bloquer un plus large éventail de prises de contrôle d'entreprises britanniques par des entreprises étrangères ciblant prioritairement les entreprises chinoises.
Cette mesure est à relier au partenariat d'EDF avec l'énergéticien chinois CGN pour la construction de la centrale nucléaire d'Hinkley Point C. [27]
A la lumière de ces éléments, il ne semblerait pas qu'il y ait de perspectives d'amélioration des relations entre la Chine et le Royaume-Uni à court-terme. Ces tensions pourraient les entrainer dans une guerre commerciale plus musclée.

ii. L'Australie

Un durcissement de la position australienne face à la Chine

L'Australie, membre du royaume du Commonwealth, connait depuis quelques années, de vives tensions avec la Chine, pays voisin de la zone Indo-Pacifique. Nous avons à faire à une guerre économique sur fond de relations diplomatiques tendues. Le point de départ de ces tensions a été l'exclusion de Huawei de l'Australie pour la construction de son réseau 5G au nom de la sécurité nationale, en 2018. L'Australie a immédiatement suivi son allié américain sur le sujet et la Chine n'a eu de cesse de riposter d'abord sur le plan diplomatique, puis sur le plan économique.

Une escalade de tensions diplomatiques sur toute une série de dossiers a dès lors émergé.
On assiste à des « actions miroir » sino-australiennes concernant la sécurité nationale des pays. Des soupçons de cyberattaques étatiques en 2018 de la part de la Chine à l'encontre de l'Australie. Puis ce sont des protestations lancées par Pékin en septembre 2020, concernant des agents du renseignement australien ayant perquisitionné le domicile de quatre journalistes chinois basés en Australie, sur fond d'accusations d'espionnage»[28]).En réponse, Pékin a arrêté en Chine une présentatrice australienne de la télévision publique chinoise (CGTN) Cheng Lei, au nom de la "sécurité nationale".

Depuis quelques années, les alliances, notamment militaires, entre les États-Unis et l'Australie se sont resserrées dans la zone Indo-Pacifique. En effet, en 2007, le dialogue quadrilatéral pour la sécurité a été lancé. Un forum stratégique informel (Quadrilateral Security Dialogue)

[25] Le Monde, Pour le Royaume-Uni, « l'âge d'or » avec la Chine est fini, 26 juin 2020.
[26] L'express, La Premier League, otage des tensions entre la Chine et le Royaume-Uni, 23 juillet 2020.
[27] Les échos, Nucléaire : EDF inquiété par les tensions entre la Chine et le Royaume-Uni, 15 juin 2020.

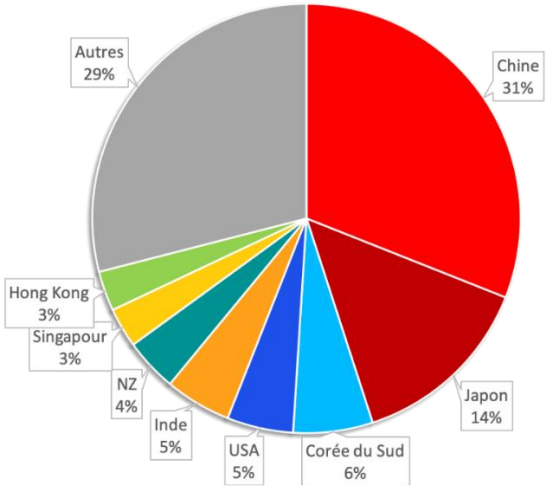
[28] L'Australie accusait les journalistes chinois d'avoir violé les lois australiennes contre l'ingérence étrangère.

réunissant 4 pays de la zone : Japon, États-Unis, Australie et Inde. Le QUAD est une réponse à la montée en puissance de la Chine sur les secteurs économiques et militaires. Un exemple, sur fond de tension concernant la 5G, l'Australie se prépare à mettre en place un organe de coordination entre les pays du QUAD sur les affaires cybernétiques.
Des événements d'une autre nature ont permis à l'Australie de réagir face à la Chine. Suite à la promulgation de la loi sur la sécurité nationale à Hong Kong, l'Australie a suspendu sont traité d'extradition avec Hong Kong dès juillet 2020 et prolongé les visas pour les Hongkongais déjà dans le pays.

Les ripostes commerciales chinoises

Face à ces différentes tensions, la Chine a riposté de façon crescendo sur le plan économique. Le commerce sino-australien est lié par un accord de libre échanges (ChAFTA) depuis 2015, ainsi que par l'accord RCEP depuis novembre 2020 (15 pays d'Asie : Chine, Japon, Australie, Corée du Sud, Nouvelle-Zélande et nations de l'ASEAN). La Chine est le premier partenaire commercial de l'Australie, ce qui créé une certaine dépendance de l'Australie vis-à-vis de la Chine.
En 2018, 60% des produits exportés sont dans la catégorie « minéraux et énergie » (charbon, en 1er poste) et ceux-ci ajoutés à la nourriture, l'alcool, la laine, le tourisme et les métaux forment 82% des exportations du pays. Les importations sont plus diversifiées : les voyages touristiques[29] sont le premier poste, avec 10,8%, suivi du pétrole avec 6,1% et des véhicules personnels avec 5,4%. La Chine représente environ 25,2% de tous les flux commerciaux australiens, avec 31,1% des exportations et 18,9% des importations (chiffres 2019[30]).

Principales destinations des exportations Australiennes (%, 2018)

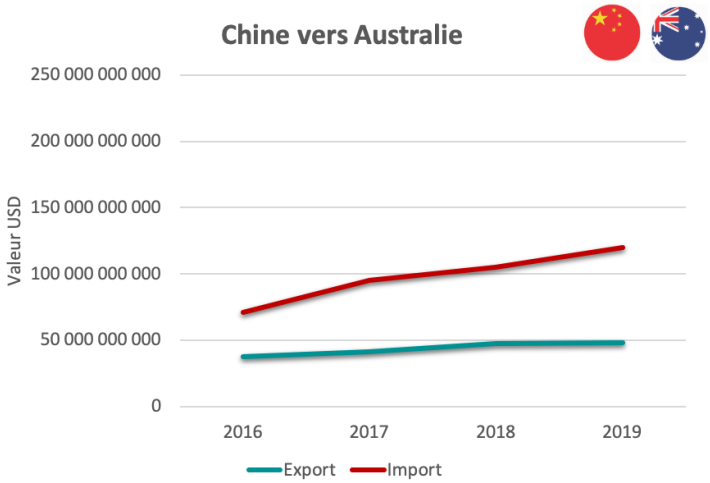


Source : Ambassade de France en Australie, graphique réalisé par les étudiants

Les relations économiques sino-australiennes se sont détériorées en 2019. En effet, les investissements chinois sont en baisse et ont presque diminué de moitié en 2019 : 2,5 milliards d'AUD (1,5 milliard €) en 2019, contre 4,8 milliards d'AUD en 2018.

[29] La Chine a demandé, fin 2020, à ses ressortissants de ne plus faire de voyage touristique ni études en Australie
[30] Source, Ambassade de France en Australie Service économique régional de Canberra.

La courbe de progression des exportations chinoises depuis l'Australie stagne alors que les importations chinoises vers l'Australie augmentent de façon exponentielle.



Source : Comtrade, graphique réalisé par les étudiants

Les menaces d'enquête sur la pandémie de la Covid-19, ont été le déclencheur de l'hostilité chinoise sur le plan commercial : la Chine a imposé des taxes douanières à répétition sur différentes exportations australiennes ainsi que des suspensions d'importation :

- L'orge (droits de douanes + 80,5%, baisse de 750 millions AUD).
- Le bœuf (depuis mai 2020, suspension des importations de viande de quatre fournisseurs australiens, représentant 35% d'exportation de bœuf vers la Chine, soit 17 milliards AUD).
- Le charbon (50 navires de vrac sec bloqués depuis mi- 2020 au large des côtes chinoises).

Mais aussi le coton, les fruits de mer, le sucre et enfin le vin.

Les relations sino-australiennes se sont envenimées en avril 2020, lorsque l'Australie s'est jointe aux Etats-Unis pour réclamer une enquête internationale de l'OMS sur la gestion de la crise du coronavirus par la Chine. Pékin considérant cette demande d'enquête comme hostile et politiquement motivée, a durci sa riposte sur le plan commercial. En effet, en août 2020, le ministère chinois du Commerce a annoncé le lancement par *l'Association chinoise des boissons alcoolisées,* d'une enquête anti-dumping sur les vins australiens importés en 2019. Cette annonce a fait chuter les actions de *Treasury Wine Estates Ltd*, de 20 % (un des plus gros producteurs de Melbourne). Fin novembre 2020, de lourdes mesures sont prises à l'encontre des vins australiens importés en Chine, avec des droits de douanes prohibitifs : des surtaxes compensatoires entre 107,1 et 212,1%. Le ministre de l'Agriculture australien David Littleproud a émis le souhait de saisir l'OMC.
Une vague de manifestations de solidarité a suivi, de la part de nombreux pays alliés : les Etats-Unis via le Conseil national de sécurité américain, Taïwan via le Ministère des affaires étrangères. L'IPAC (Inter-Parliamentary Alliance on China), coalition diversifiée géographiquement et politiquement a réagi à travers une campagne de communication. Créée en juin 2020, l'IPAC est composée de législateurs qui souhaitent que leurs gouvernements adoptent une position plus dure et collective envers la Chine. Cette dernière a donc lancé une campagne d'influence pour la défense de la consommation du vin australien

à travers notamment une vidéo virale mettant en scène des représentants nationaux : Nouvelle Zélande, ETATS-UNIS, Italie, Japon, Suède, Allemagne, Lituanie etc.
Le ton n'a cessé de monter entre Canberra et Pékin, cette dernière répondant par deux types de sanctions économiques : soit des suspensions d'importations, soit des droits de douanes prohibitifs. L'Australie étant dépendante de la Chine a décidé d'ouvrir ses partenariats commerciaux notamment par l'ouverture de négociations sur un accord de libre-échange post-Brexit avec le Royaume-Uni. Le projet serait de créer en 2021, via le CANZUK une zone de libre échange créé par certains pays du Commonwealth : Canada, Australie, Nouvelle Zélande, le Royaume-Uni. La population combinée serait de 136 millions de personnes et un PIB combiné de 6,4 milliards de dollars.

IV- Révélation de nouvelles zones d'affrontements

Si l'Asie va à proprement parler de l'Israël jusqu'au Japon, nous l'entendons ici comme les zones les plus limitrophes de la Chine. Nous étudierons deux situations, avec des cultures, des économies, des histoires avec la Chine, et des relations avec les États-Unis, radicalement différentes : celles de l'Asie du Sud-Est d'une part (avec sa propre diversité) d'une part et celle de l'Inde d'autre part. Nous verrons comment leurs différences se traduisent également dans la façon dont elles s'inscrivent (ou pas) dans la confrontation commerciale Chine / États-Unis."

A- L'Asie du Sud-Est, une zone de co-influence Chine/Etats-Unis

i. Des pays tiraillés entre leur dépendance commerciale à la Chine et leurs liens diplomatico-militaires avec les États-Unis.

En Asie du Sud-Est encore plus qu'ailleurs, les économies des pays sont complètement imbriquées avec celle de la Chine. En matière de balance commerciale, la Chine est à la fois leur 1er ou 2ème client et leur 1er ou deuxième fournisseur également, comme le montre le tableau ci-dessous.
Mais les relations commerciales entre ces pays et les États-Unis sont également très soutenues. En outre, viennent s'y ajouter pour certains des liens de coopération militaire. C'est le cas du Japon, de la Corée du Sud, de Singapour, de la Thaïlande ou encore des Philippines.

2019	Place de la Chine comme	
	Client (pays exporte vers la Chine)	Fournisseur (pays importe vers la Chine)
Australie	1er - 38,7% [1]	1er - 25,7%
Birmanie	1er - 31,7%	1er - 34,7%
Cambodge	4ème - 6,8%	1er - 37,4%
Corée du Sud	1er - 25,1%	1er - 21,3%
Indonésie	1er - 16,7%	2ème - 26,3%
Japon	2ème - 19,1%	1er - 23,5%
Laos	ND	ND
Malaisie	1er - 14,2%	1er - 20,7%
Philippines	3ème - 16,8%	1er - 22,8%
Singapour	1er - 13,2%	1er - 13,7%
Thaïlande	2ème - 12%	1er - 21,1%
Vietnam	2ème - 15,7%	1er - 29,8%

2019	Place des USA comme	
	Client (pays exporte vers les USA)	Fournisseur (pays importe vers les USA)
Australie	5ème - 3,8%	2ème - 11,8%
Birmanie	4ème - 4,6%	10ème - 1,9%
Cambodge	1er - 29,8%	10ème - 1,6%
Corée du Sud	2ème - 13,6%	2ème - 12,3%
Indonésie	2ème - 10,6%	5ème - 5,5%
Japon	1er - 19,9%	2ème - 11,3%
Laos	ND	ND
Malaisie	3ème - 8,7%	3ème - 8,1%
Philippines	1er - 16,3%	4ème - 7,3%
Singapour	4ème - 8,8%	2ème - 2,2%
Thaïlande	1er - 12,7%	3ème - 7,4%
Vietnam	1er - 23,2%	4ème - 5,7%

[1] « la Chine est le 1er client de l'Australie et pèse 38,7% de la totalité des exportations australiennes »

Source : Société Générale, World Bank, tableau réalisé par les étudiants

Logiquement donc, lorsqu'il s'agit de prendre parti dans une guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis, ces pays se retrouvent dans une position très inconfortable voire schizophrène.
De fait, depuis les premières annonces de D. Trump en 2018, aucun pays de la zone n'a reproduit à l'encontre de la Chine les mesures de guerre commerciale prises par les États-Unis, qu'il s'agisse d'augmentation des tarifs douaniers ou de limitation des importations.

ii. La 5G et Huawei, porte d'entrée de quelques pays dans l'affrontement commercial Chine -US

Du coup, les États-Unis mettent la pression depuis plus d'un an sur leurs alliés pour les faire rejoindre l'affrontement, en les poussant à interdire Huawei sur leur territoire.
Les résultats sont mitigés.
En effet, la situation des Ouïghours n'a pas empêché la Malaisie et l'Indonésie de sélectionner très officiellement Huawei comme partenaire du développement de leur 5G.
Singapour a conservé sa posture de neutralité habituelle en partageant son marché 5G entre Nokia, Ericsson et Huawei.
C'est bien engagé pour Huawei en Thaïlande, où l'opérateur d'Etat AIS a annoncé que l'équipementier chinois faisait partie des candidats potentiels pour la 5G. Huawei a par ailleurs été autorisé à investir US$23M dans un centre d'innovation ayant pour vocation de faire de la Thaïlande le leader du numérique dans l'ASEAN.
Les équipements Huawei sont également présent dans les infrastructures 5G du Laos et du Cambodge, et Huawei est également présent au Myanmar, et se positionne pour la future 5G.

Il y a cinq pays pour lesquels on peut relever des décisions qui peuvent être comprises comme des conséquences de la pression des Etats-Unis : le Japon, Taïwan, la Corée du Sud, les Philippines et le Vietnam.

Le Japon a effectivement interdit Huawei, dans des conditions qui sont décrites dans la deuxième partie de cette note.

Taiwan est le pays le plus tiraillé, mais aussi celui qui a pris la mesure la plus engageante. En effet, et très clairement sous la pression US, Taiwan, 1er producteur mondial de micro-processeurs (puces, indispensables aux équipements de télécommunications) a interrompu ses livraisons à Huawei depuis septembre. Une mesure qui pourrait mettre Huawei en difficulté à terme. A terme seulement, car Huawei, par anticipation, a constitué des stocks importants qui ont eu pour effet paradoxal de faire exploser les exportations de Taiwan vers la Chine plus tôt en 2020.
Taiwan avait en outre, avant-même les américains, interdit les équipements Huawei pour ses réseaux de télécommunication pour des raisons de sécurité. La « purge » est allée d'ailleurs bien plus loin que le domaine des équipements 5G puisque cet été, ont été interdits des composants Huawei entrant dans la fabrication de panneaux solaires. L'île a même interdit certains smartphones de Huawei, au motif que certaines de leurs applications présentaient l'île comme une province de la Chine.

La Corée du Sud a quant à elle refusé d'interdire Huawei sur son territoire. Les intérêts croisés entre Samsung et Huawei sont trop importants. Huawei vend pour 10 milliards de dollars de composants par an à Samsung, qui ne peut en retour par se priver du marché chinois des smartphones.
En revanche, Samsung a fermé une à une ses usines en Chine, comme un certain nombre d'entreprises japonaises (voir plus bas). La dernière l'a été en août 2020 pour être relocalisée au Vietnam. Si la raison avancée est que la Chine a « marginalisé » la Corée du Sud sur le marché de la micro-informatique, le contexte de guerre commerciale Chine-US n'y est pas étranger.

Aux Philippines, après s'être équipé à 80% auprès de Huawei, le principal opérateur, Globe Telecom, a annoncé qu'il allait s'ouvrir à d'autres fournisseurs, sous la pression des Etats-Unis.

Le ***Viet-Nam*** enfin, est en tension permanente en « Mer de l'Orient » avec la Chine, par ailleurs son 1er fournisseur (29.8% des importations totales). Son premier client à l'export est de très loin les Etats-Unis (23.2% des exports). Il a annoncé en Janvier 2020 une stratégie totalement atypique mais tout à fait reconnaissable : développer sa propre solution 5G : ni Huawei, ni Ericsson ni Nokia, mais Viettel l'opérateur de télécom leader et lié à l'armée vietnamienne. De cette façon, la Chine n'est pas froissée, et les Etats-Unis (qui réorientent vers le Vietnam une partie importante des approvisionnements qu'ils réalisaient en Chine) non plus ! Annoncé pour Juin, le déploiement vient de commencer en ce début Décembre, à titre de test dans 3 districts (arrondissements) de Hanoi. On note que le communiqué de presse de Viettel indique que la solution utilise « des équipements locaux et étrangers », sans préciser plus leur origine.

iii. Quelle riposte de la part de la Chine ?

Elle est très « asiatique ». Face à ce qui pourrait être considéré comme des agressions, la Chine fait passer les intérêts commerciaux avant tout, et œuvre à créer les conditions d'un accroissement de valeur pour les pays impliqués et pour elle-même.
C'est ainsi que la Chine a été le moteur principal de l'accord régional de (presque) libre échange incluant 15 pays d'Asie-Pacifique (le « RCEP »). Cet accord signé le 15 Novembre 2020, allant de la Chine à l'Australie en passant par le Japon et tous les pays d'ASEAN, est déclaré le plus important accord de libre-échange au monde, portant sur 30% du commerce total de la planète.
En outre et de manière tout à fait originale, la Chine propose au Japon et à la Corée du Sud d'utiliser le capital acquis par la signature de ce RCEP, en allant encore plus loin avec eux au travers d'un accord trilatéral de libre-échange. Une démarche qui n'est d'ailleurs pas proposée par la Chine à l'Australie de culture occidentale (voir description du cas plus haut).

Au final, si les États-Unis réussissent à entraîner quelques états de l'Asie du Sud-Est dans leur affrontement commercial avec la Chine, c'est essentiellement sur l'utilisation de Huawei et avec beaucoup de difficultés. Ceci n'empêche nullement les échanges commerciaux entre la Chine et les autres pays d'Asie du Sud-Est de se développer très vigoureusement. Certains pays comme le Vietnam ou Taiwan, bénéficient par ailleurs de la guerre US-Chine, par une réorientation de commandes américaines de la Chine vers ces pays. Les pays d'Asie du Sud Est sont donc dans l'ensemble les grands gagnants de cette confrontation.

B- L'Inde

Le 15 juin dernier, la relation entre ces deux puissances nucléaires a connu une exacerbation de tensions suite à un accrochage entre les troupes des deux pays avec la mort de 20 soldats indiens malgré la signature en 1996 d'un accord de non-belligérance. À l'origine de l'accrochage meurtrier dans la région désertique du Ladakh, la construction d'une route de 250 km reliant des postes frontières côté indien, et mal vu par Pékin qui s'oppose à sa connectivité dans un jeu de rapport de forces pour le contrôle de ce territoire au relief et climat très adverses en hiver. Ces évènements ne sont que la face cachée de l'iceberg tant le climat de suspicion entre ces deux pays qui se regardent en chien de faïence est grand.

En effet, le projet de la nouvelle route de la soie lancé par Pékin avec un tracé qui contourne l'Inde, est considéré par New Delhi comme un moyen stratégique pour la Chine d'asseoir ses ambitions hégémoniques dans la région ce d'autant que la Chine, parallèlement à ce projet, s'est engagée par d'importants investissements dans la construction de nombreuses infrastructures notamment un port en eau profonde au Pakistan considérée par New Delhi comme une future base navale. Au Sri Lanka et au Népal voisins, la Chine, qui voit d'un mauvais œil le QUAD (dialogue quadrilatéral pour la sécurité entre Inde, États-Unis, Japon et Australie), utilise la stratégie de l'endettement en accordant des prêts massifs à ces pays afin de s'assurer de leur soutien dans le conflit de leadership qui l'oppose à l'Inde. Par ailleurs, l'empire du milieu perçoit le rapprochement entre les États-Unis et l'Inde comme une forme d'encerclement par procuration de la part des américains et s'emploie à bloquer l'entrée de l'Inde au Conseil de Sécurité des Nations Unies comme membre permanent tout en faisant la politique de l'autruche quant aux attaques des groupes terroristes au Cachemire.

Sur le plan commercial, l'Inde a connu le déficit commercial le plus important en 2019 (5,3% d'exportation vers la Chine contre 14,3% d'importation soit plus de 50 milliards de dollars [*source : Comtrade*] et souhaite de ce fait réduire sa dépendance (principalement dans le domaine pharmaceutique où 70% des principes actifs nécessaires à la fabrication des médicaments génériques viennent de Chine).

i. L'amitié sino-pakistanaise : un élément essentiel au cœur du dispositif d'encerclement chinois

Dans cette rivalité qui l'oppose à l'Inde, la Chine peut compter sur l'amitié historique du Pakistan qui date des années 1950 avec la reconnaissance de la République de Chine comme la seule et unique au détriment de Taiwan. En 2010, fort d'un solide partenariat commercial et industriel, la Chine a ratifié d'importants accords nucléaires entre les deux alliés qui prévoit de la coopération sur le sujet du nucléaire civil, pour équiper le Pakistan de nouvelles installations nucléaires civiles. Les deux pays en effet mutualisent leurs efforts afin de réduire toute capacité expansionniste de l'Inde. L'alliance avec le Pakistan est d'autant plus stratégique que la Chine pourrait, au travers du port en eau profonde dont elle a financé la construction, dérouler sa stratégie d'encerclement naval du rival indien. Autre élément clé de cette alliance est le projet Gwadar dont l'objectif principal est de garantir l'indépendance énergétique de Pékin par l'acheminement du pétrole du détroit d'Ormuz à travers des oléoducs traversant tout le territoire pakistanais jusque dans les zones industrielles chinoises.

ii. Les mesures de ripostes indiennes

Face à ce puissant voisin dont les manœuvres d'encerclement sont perçues comme des menaces à son intégrité territoriale et à sa souveraineté, New Delhi met en place trois types de ripostes :

- *La première de nature géostratégique* en formant avec les États-Unis, le Japon et l'Australie le QUAD, une alliance à forte connotation militaire qui permet le partage d'informations sensibles fournies par des satellites, « *Nous faisons front commun pour soutenir une région Indopacifique libre et ouverte à tous, en particulier à la lumière de l'agression croissante et des activités déstabilisatrices de la Chine »,* déclarait Mark Esper le secrétaire d'état américain à la défense à l'issue d'une rencontre en octobre dernier.
- *La deuxième au niveau régional* avec l'accroissement de ses investissements dans certains pays de la sous-région notamment aux Maldives afin de réduire l'influence grandissante de la Chine dans l'océan indien. En effet l'Inde a porté à plus de 2 milliards son soutien financier au gouvernement des Maldives pour la réalisation d'importantes infrastructures routières.
- *La troisième politico-commerciale* notamment en signant une ordonnance qui soumet désormais tous les investissements des pays frontaliers à l'autorisation préalable du pouvoir central. Cette ordonnance interdit par ailleurs à toute entreprise indienne de sous-traiter avec une entité qui n'a pas été enregistrée au ministère de l'industrie. À ces barrières commerciales sur fond de regain de nationalisme indien alimenté par des appels au boycott des produits chinois, s'ajoute l'interdiction par les autorités de New Delhi de 118 applications mobiles chinoises après avoir interdit cinquante-neuf au

mois de juin dont Tik Tok qui compte environ 120 millions d'utilisateurs actifs dans le pays.

L'Inde a par ailleurs refusé d'adhérer au RCEP (Partenariat économique intégral régional), un vaste projet de libre échange (il représente environ 30 % de la population mondiale et 30 % du PIB mondial) fortement voulu par la Chine dont la signature regroupe outre ce dernier, les pays de l'ASEAN, le Japon, la Corée du Sud, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. La raison invoquée par les autorités de New Delhi serait la peur d'une saturation de son marché intérieur par les produits chinois. *« Lorsque je mesure l'accord RCEP au regard des intérêts de tous les Indiens, je n'obtiens pas une réponse positive »*, a déclaré le Premier ministre indien Narendra Modi à propos de ce projet.

Quant à la 5G, l'Inde ayant menacé d'interdire la compagnie Huawei sur son territoire, a entamé des négociations avec le Japon pour la signature d'un accord bilatéral de développement de la 5G en Inde et le déploiement de la fibre optique sous-marine entre les 2 pays. Les entreprises japonaises s'occuperaient du Hardware (infrastructures et équipements) et la partie indienne en revanche des logiciels.

La Chine pour l'instant semble jouer à la montre et se limite à des menaces de rétorsion à peine voilées si d'aventure l'Inde cédait aux pressions américaines en interdisant la présence de Huawei dans le pays. Dans un communiqué, la porte-parole du ministre des affaires étrangères, Hua Chunying, a déclaré à cet effet :

> *« Huawei mène des opérations en Inde depuis longtemps et a contribué au développement de la société et de l'économie indiennes, ce qui est clair pour tous ».*
>
> *« En ce qui concerne la question des entreprises chinoises participant à la construction de la 5G en Inde, nous espérons que la partie indienne prendra une décision indépendante et objective, et qu'elle fournira un environnement commercial équitable, juste et non discriminatoire pour les investissements et les opérations des entreprises chinoises, dans l'intérêt mutuel »,* a-t-elle ajouté.

L'issue de ce bras de fer reste incertaine tant les enjeux commerciaux sont grands surtout pour l'Inde au regard de sa forte dépendance dans le numérique vis-à-vis de la Chine en termes de capitaux qu'en termes de technologie[31].

[31] Selon le cabinet Venture Intelligence, au moins seize des vingt-neuf « licornes » indiennes, ces start-up du numérique évaluées à plus d'un milliard d'euros, comptent des investisseurs chinois.

Différents niveaux de confrontation

« When necessary we will fight back, but we have been working actively to try not to have a trade war ». Xi Jinping, The New Economy Forum, November 2019

Tik Tok

Une offensive américaine

Les tensions entre l'administration Trump et Tik Tok ont commencé au mois d'Octobre 2019, alors même que le ton monte sur les tensions commerciales entre la Chine et les États-Unis.
L'administration de Trump ainsi que des sénateurs américains avaient lancé une alerte qu'il y avait un danger potentiel sécuritaire sur les informations des citoyens américains (110 millions de téléchargements aux Etats-Unis) et avaient demandé une enquête.

Le 6 août 2020, le président Trump avait lancé un compte à rebours interdisant Tik Tok sur le territoire américain et l'a officialisé le 18 septembre à travers un communiqué de son département de commerce en raison de menace de sécurité nationale.

Une riposte chinoise

En guise de représailles à cette attaque à un de leurs fleurons technologiques, la Chine a mis en place en septembre 2020 des restrictions liées aux activités d'entreprises étrangères. Il a été créé une liste de celles qui ne sont pas fiables, incluant des sanctions possibles sur leurs activités telles que les importations et les exportations ainsi que l'impossibilité d'investir dans le pays.

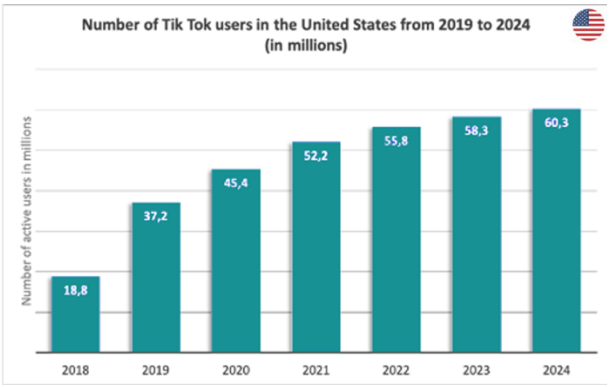
La réaction de la maison-mère de Tik Tok, ByteDance, ne s'est pas fait attendre non plus en réfutant ces accEtats-Unistions sans fondements et en déclarant que toutes les données des utilisateurs n'étaient pas communiquées au gouvernement chinois et que le stockage des données se faisait sur le territoire américain.
Tik Tok avait entamé une action en justice contre l'administration américaine invoquant que cette dernière avait outrepassé le droit américain.

Un temps de sursis ou vente forcée déguisée ?

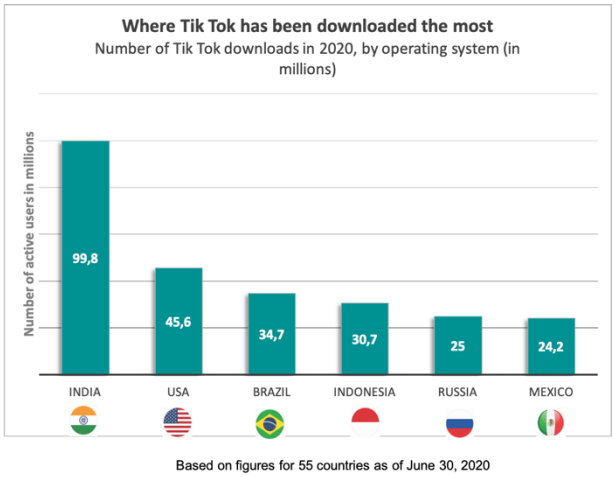
Le juge américain en charge de cette requête a tranché en bloquant temporairement le décret présidentiel qui devait entrer en vigueur bloquant ainsi le bannissement de l'application des plateformes Apple store et Play store.

Tik Tok va enchaîner avec une seconde victoire en Décembre 2020 afin que son

application puisse toujours être utilisable sur le territoire des États-Unis.
Bien que plusieurs potentiels acquéreurs se sont manifestés, tel que Microsoft avec le soutien de Wal-Mart ou Twitter, l'accord le plus probable semblerait être celui avec Oracle.

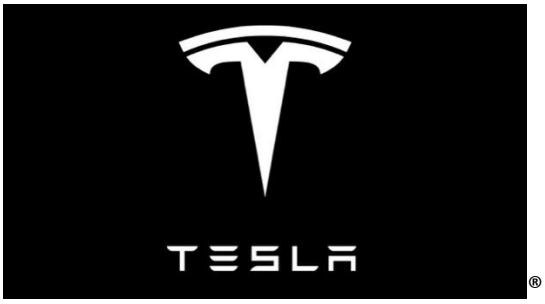


Évolution du nombre d'utilisateurs de Tik Tok aux Etats-Unis.
Source Statista 2020, graphique réalisé par les étudiants



Pays avec la plus grande implantation de Tik tok
Source Priori data – Statista, graphique réalisé par les étudiants

TESLA



Entre deux

Le cas Tesla est emblématique car sa chaine d'approvisionnement, sa production et ses ventes sont réparties dans les deux pays. Tesla est donc doublement pénalisée et elle est systématiquement affectée par les mesures prises par les deux gouvernements.

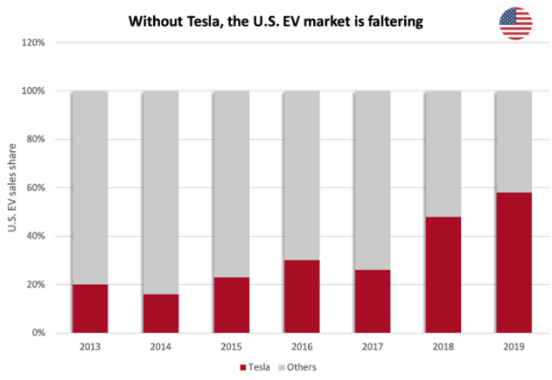
Depuis le début des hostilités en 2018, Elon Musk se plaint des conséquences dramatiques de la hausse des taxes sur ses coûts de production en Chine et au États-Unis et le prix de vente de ses véhicules.
Tesla a initialement tenté d'absorber les hausses de prix pour ne pas toucher à ses prix de ventes. Mais la situation n'était pas tenable. La société a finalement dû s'en remettre aux mesures prises par chaque gouvernement en réponses aux taxes imposées par l'autre camp.
Le 1er juillet 2019, pour aider les fabricants chinois dépendants d'équipements importés des États-Unis, le gouvernement chinois, a réduit de 25% à 15% la taxe sur les véhicules importés. Mais quelques jours plus tard, le 6 juillet cette taxe fut majorée de 25%. Ainsi, en moins d'une semaine les droits de douanes sont passés de 15% à 40%!
Le 9 juillet, Tesla a dû se résoudre à augmenter le prix de ses Model X et Model S en Chine de 20%. Quelques mois plus tard, en novembre 2019, dans un énième revirement stratégique de maintien et de gain de parts de marché dans le marché chinois, Tesla a de nouveau décidé de baisser ses prix pour ses Model X et S.

En adaptation permanente

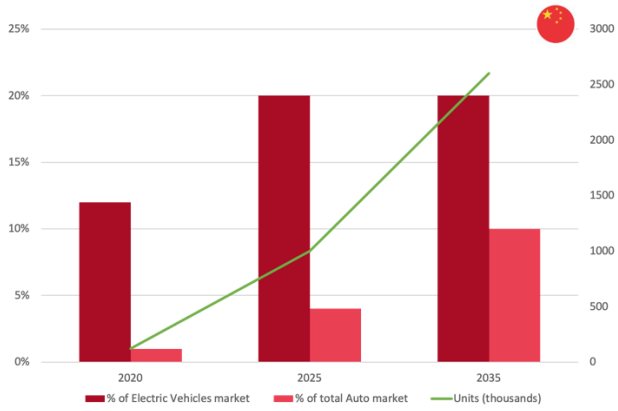
D'apparence chaotique et illisible, la stratégie marketing de Tesla est en fait liée aux évolutions de la guerre commerciale et aux solutions que les sociétés arrivent à mettre en place. Par exemple, Tesla a pu terminer son « usine géante » qui était en construction dans la banlieue de Shanghai. Étant en mesure de produire plus de véhicules localement, elle est moins dépendante des importations étasuniennes. Il semble que le gouvernement chinois qui veut promouvoir une industrie locale de véhicule électrique, ait revu le zonage pour inclure l'usine Tesla dans la nouvelle zone franche de Lingang en construction autour de Shanghai – qui fait partie d'un plus vaste projet de faire de Shanghaï une porte d'entrée en Chine pour réduire l'importance de Hong Kong.

Tesla, contre son pays

Aux États-Unis cependant, en mai 2019, au motif que les pièces détachées en question étaient stratégiques pour le plan *Made in China 2025*, Tesla s'est vu refuser une exemption de la taxe d'importation de 25% pour certaines pièces de son Model3 qui sont fabriquées en Chine. Vu l'intransigeance du gouvernement américain, en septembre 2020, Tesla, Volvo et Mercedes-Benz ont entamé une action judiciaire pour faire annuler la taxe de 25% instaurée par l'administration Trump au motif qu'elle est arbitraire, erratique et serait une erreur manifeste.



Part de marché de Tesla aux Etats-Unis
Source : BloombergNEF, Marklines, graphique réalisé par les étudiants



Projection des ventes de Tesla en Chine
Source : loup estimates, graphique réalisé par les étudiants

Huawei aux États-Unis

Huawei est l'un des plus grands fournisseurs mondiaux d'équipements de télécommunications, de matériel de réseau, de smartphones. Conscient qu'avec son développement fulgurant, il dépasserait largement les entreprises américaines en devenant le leader de son secteur, les Etats-Utentent coûte que coûte de l'arrêter.

Une série d'accusations

En décembre 2018, la directrice financière, fille du fondateur du groupe est accusée d'espionnage et arrêtée au Canada. En résidence surveillée la justice canadienne n'a toujours pas statué sur son extradition réclamée par les Etats-Unis.
Le 13 février 2020, Le procureur fédéral de Brooklyn a inculpé le géant des télécoms de vol de secrets industriels et de contournement des sanctions contre la Corée du Nord, accEtats-Unistions qui s'ajoutent aux poursuites pour violation des sanctions américaines contre l'Iran engagées début 2019.
Le 15 mai 2019 Huawei est placée sur une liste noire, qui oblige les entreprises américaines et implantées aux Etats-Unis à ne plus collaborer avec l'équipementier chinois. De nombreux pays ont aussi été invités à ne pas utiliser les infrastructures Huawei pour le déploiement du nouveau réseau téléphonique 5G.
En Août 2020, Huawei a été exclue du système d'exploitation Android. Elle ne pourrait plus utiliser les applications de Google en dehors de la Chine sur les appareils Android. Fini le Google Play Store, Gmail, Chrome, YouTube, Google Maps... et donc fini le smartphone Huawei sous Android tel que nous le connaissons.

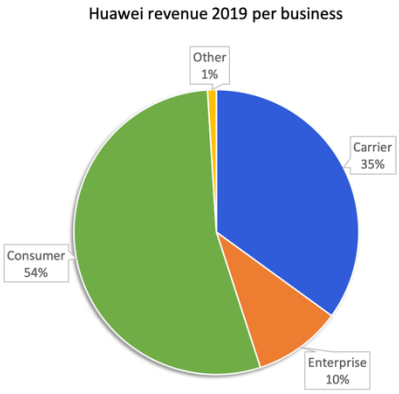
Riposte de la Chine

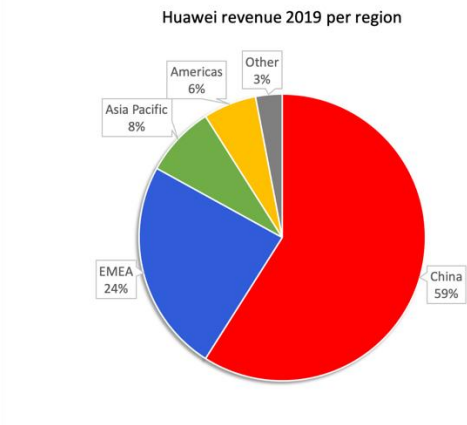
Pour Pékin, Washington est responsable d'un abus de son pouvoir national d'imposer toutes sortes de restrictions". En ce qui concerne les procédures judiciaires, Huawei avait déclaré que les Etats-Unis « sont infondées et injustes ». Les autorités chinoises accusent aussi les procureurs américains de vouloir porter atteinte aux activités de Huawei, pour des raisons liées à la concurrence plutôt qu'au respect du droit » :
Sur le terrain commercial Huawei a décidé de lancer son propre système d'exploitation Harmony OS. Elle pourrait ainsi exploiter un marché d'un milliard d'utilisateurs de smartphone.
Par ailleurs, la Chine a mis en place des mesures pour activer des sanctions visant les entreprises qui sont fortement liées aux Etat-Unis, soit pour leurs ventes soit pour leurs fabrications, comme Apple, Cisco, Qualcomm et Boeing.
La quasi-totalité des produits d'Apple sont fabriqués en Chine et en Taïwan et l'entreprise y réalise 16% de son chiffre d'affaires.
Par ailleurs, la Chine prévoit de sanctionner les Etats-Unis sur le commerce des « terres rares » ; ces métaux indispensables dans la

fabrication d'appareils électroniques, dont 90 % de la production est chinoise.

Conséquences économiques

La plus grande entreprise technologique de Chine, avec plus de 190 000 employés et des revenus de plus de 850 milliards de yuans (124 milliards de dollars), commence à sentir les effets de ces sanctions avec un exode continu de talents, par centaine d'employés au profit de ses rivaux. « L'équipe de développement de puces de Huawei, qui travaillait 24 heures sur 24, peut désormais travailler à un rythme plus allégé », a déclaré un dirigeant de l'industrie des puces. Aux yeux des employés il y a de nombreuses incertitudes sur leur avenir au sein de l'entreprise.
Toutefois dans son activité de smartphone, Huawei a jusqu'à présent fait preuve de résilience face à la répression américaine. Durant la période d'avril à juin 2020, Huawei a même dépassé Samsung pour devenir le plus grand vendeur de smartphones au monde.
Par ailleurs, après l'annonce des sanctions américaines la plupart des fabricants de puces ont suspendu les livraisons. Néanmoins, plusieurs, dont Qualcomm et Intel, ont annoncé une reprise après avoir reçu des licences du gouvernement américain pour certains produits.





Sources : Huawei annual report 2019
(Revenu annuel : 105 milliard d'Euros), graphique réalisé par les étudiants

Huawei en Australie & Nouvelle Zélande

Les relations sino-australiennes ont commencé à se détériorer en 2018, lorsque Canberra a exclu Huawei de la construction de son réseau 5G, au nom de la sécurité nationale. Le pays a empêché Huawei et ZTE de fournir des équipements pour son réseau 5G, qui devait être initialement lancé commercialement en 2019. Le gouvernement américain a fait pression sur ses alliés étrangers pour qu'ils se débarrassent des équipements de réseau de la société chinoise, ce qui a déclenché la colère de Pékin.

En réponse, la Chine a procédé à un recours formel devant l'OMC obligeant le gouvernement australien à justifier son

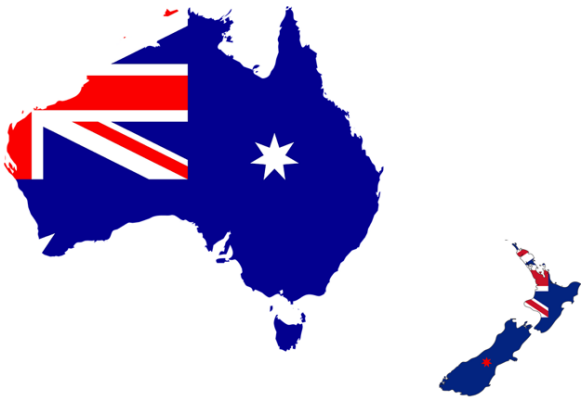
interdiction, à savoir les exigences de sécurité nationale.

Le gouvernement de Malcom Turnbull (premier ministre de 2015 à 2018) a mis Huawei et ZTE sur la liste noire du réseau 5G australien dès août 2018. Scott Morrison l'actuel premier ministre australien a gardé cette position. En 2020, l'Australie et les Etats-Unis, membres des « five eyes » ont fait pression conjointement sur la Grande Bretagne qui avait au départ autorisé Huawei à construire son réseau 5G.
La création du "Tech Network" par le QUAD est la résultante du conflit sur la 5G. Ce dernier intervient à un moment où la coopération entre les pays du QUAD dans le domaine des télécommunications s'intensifie. Les quatre pays travaillent en étroite collaboration sur le développement des technologies 5G et de la prochaine génération, en opposition directe avec les technologies chinoises Huawei et ZTE.

L'interdiction de la 5G de Huawei par l'Australie a été violemment condamnée par le gouvernement chinois, qui a notamment proféré des menaces voilées de représailles. La riposte chinoise ne s'est pas fait attendre avec des pressions commerciales brutales au niveau des exportations australiennes qui se sont fait ressentir mais aussi au niveau de tensions diplomatiques sur la sécurité et les médias

La Nouvelle Zélande, un mécanisme plus soft. La Nouvelle-Zélande avait commencé à faire des tests avec Huawei via Spark (la plus grosse société de télé communication néo-zélandaise) mais a été freiné par le Bureau de la sécurité des communications du gouvernement. Ce dernier a donné un avis défavorable à l'utilisation des équipements de réseau Huawei sur les réseaux de communication 5G, en invoquant des "préoccupations de sécurité nationale".
Le ministre de la Justice néozélandais, Andrew Little n'a pas exclu l'utilisation de Huawei, mais un processus de réglementation créé en 2013 (loi TISCA) bloque l'entrée à Huawei qui ne répond pas aux normes. Officiellement, Huawei n'est pas interdit en Nouvelle-Zélande.
Le « Telecommunications Interception Capability and Security Act 2013 » précise que « les opérateurs de réseaux sont tenus de s'engager avec le GCSB (Bureau de sécurité des communications) sur les changements et les développements de leurs réseaux lorsque ceux-ci touchent à la sécurité nationale » Le GSCB travaille avec le National Cyber Security Center, qui suit lui-même les guidelines de la NSA (Five Eyes).

En réponse, la société chinoise n'a pas riposté et s'est contentée d'affirmer qu'elle "examinait la question". Pour le moment, Vodafone NZ et Spark, les deux opérateurs de télécommunications néozélandais travaillent avec la société Nokia, pour le développement de la 5G.



Un territoire sans Huawei
Source cartes vectorielles freepik.com, graphique réalisé par les étudiants

Huawei en Europe

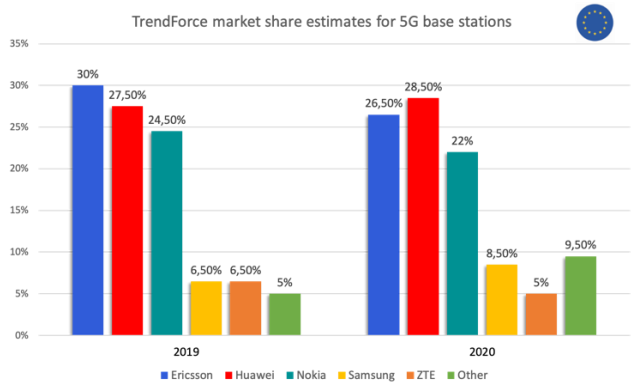
La guerre des non-dits

L'Europe est le théâtre d'une guerre commerciale silencieuse pour le déploiement de la technologie 5G. Elle tiraillée entre ses besoins croissants de consommation des données mobiles, fait face aux pressions américaines qui cherchent à contrer la Chine sans parvenir à faire émerger son champion Ericsson.

Il est certain que dans la course incessante à l'innovation, le réseau 5G occupe une place majeure. Les vitesses de connexion et les débits offerts vont permettre l'émergence de technologies comme les smart city ou l'internet des objets connectés (véhicules avec pilote automatique, dispositifs médicaux ...).

De leur côté, les Américains pèsent de tout leur poids pour contrer le déploiement de solutions chinoises en Europe. Accusés de faire partie des moyens d'espionnage de la Chine, ils pressent de tout leur poids sur leurs alliés de l'OTAN pour bannir cette technologie. Le sous-secrétaire d'État Keith Krach l'a rappelé lors de sa tournée européenne. Il a déclaré que Huawei est « un bras de l'État de surveillance du PCC » lors d'événement du think tank allemand Marshall Fund.

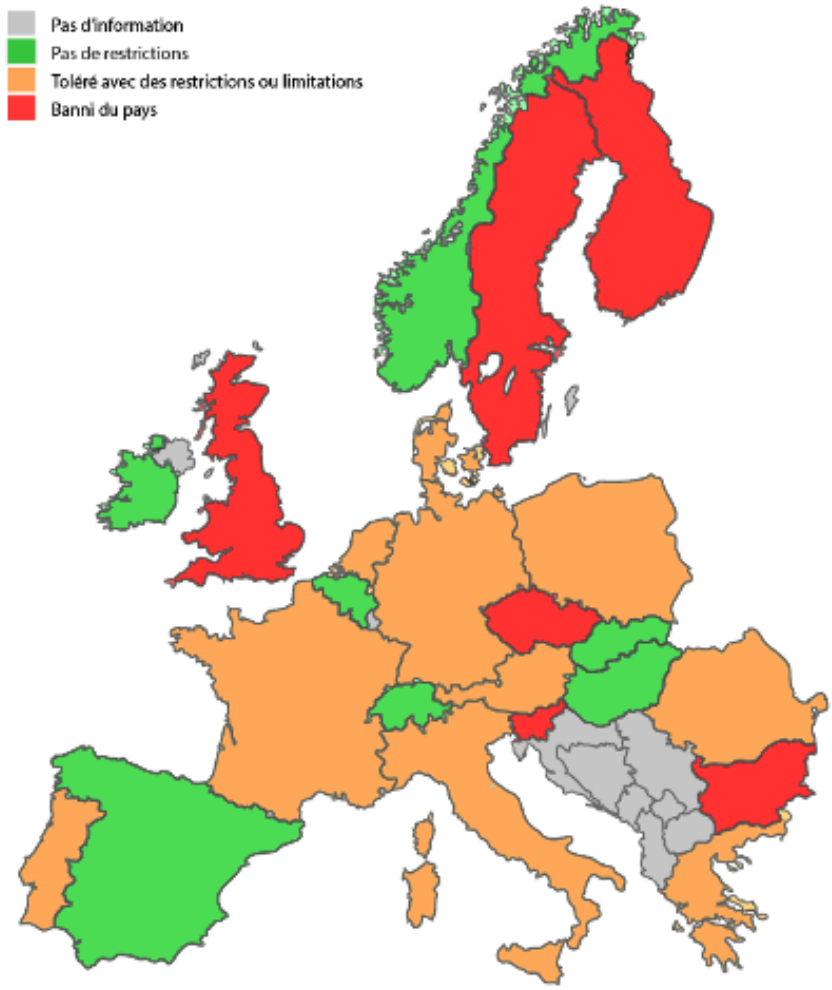
La situation d'Ericsson est ambiguë. Son CEO se dit leader sur le marché de la 5G mais sans arriver à se positionner mondialement. Le temps dira si les restrictions commerciales à l'encontre de Huawei lui permettront de prendre l'avantage sur son concurrent chinois. Pour l'instant, la tendance est à la hausse pour Huawei (grâce à son marché intérieur) et la baisse pour Ericsson. Il semble que d'autres acteurs font leur apparition dans la course comme le coréen Samsung.



Source : telecoms.com, graphique réalisé par les étudiants

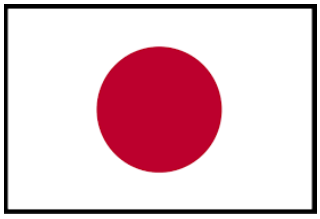
Interdire sans interdire

Toute la problématique pour l'Europe est de restreindre l'accès aux entreprises chinoises sans les interdire nommément et sans mettre en péril leur relations commerciales avec la Chine. C'est un jeu d'équilibriste qui est géré de manière individuelle par les nations européennes. Peu de pays ont légiféré à l'instar du Royaume-Unis, beaucoup utilisent leurs organismes sécuritaires nationaux pour finalement interdire le constructeur pour des motifs normatifs.
La Chine a déjà annoncé des représailles contre Nokia et Ericsson en cas d'interdiction des acteurs chinois du marché européen. Il faudra observer attentivement la réaction chinoise aux mesures prises par les Européens.



La situation d la firme chinoise Huawei en Europe
Carte réalisée par les étudiants

Trois cas japonais



Le Japon, a fortement augmenté ses budgets publics, comme étant une réponse à la pandémie, à l'instar des pays occidentaux.
La volonté de « compter » dans les affrontements commerciaux entre les Etats-Unis et la Chine a obligé le Japon à faire le choix d'une posture de gouvernance plus intrusive dans les investissements des domaines stratégiques de son économie et se « réarmer » face à une Chine détentrice d'un leadership commercial envahissant.
Il se voit contraint de « réajuster » sa politique et « d'évacuer » le tabou de la dette publique dans un souci d'affirmation de sa puissance dans la région.
C'est dans ce contexte que le japon s'est positionné en défenseur de ses industries en opérant des réformes structurelles de son économie et n'hésite plus à « instrumentaliser » son alliance aux Etats-Unis, afin de limiter sa dépendance stratégique.
Trois cas pour illustrer ce propos :

La 5 G au Japon

Le ministère des affaires intérieures et des communications attribue gratuitement, en avril 2019, les fréquences 5 G aux 4 opérateurs du pays en préparation des JO :

NTT Docomo.
KDDI.
SoftBank (retrait des équipements Huawai 4G au profit de Nokia et Ericsson)
Rakuten.

Le corollaire de cette libre attribution, listant 13 conditions appliquées aux sociétés concernées, de l'obligation de couverture de 90 % du territoire en passant par des seuils d'investissements minimaux ou des mesures préventives à pouvoir faire face aux éventuelles coupures d'électricité, une en particulier attire notre attention, qui est « une responsabilité en matière de sécurité et prise de mesures de cyber-sécurité.
Cette condition revient à exclure tacitement Huawei sans jamais utiliser ce terme.
D'après le gouvernement chinois, il s'agirait de « directives d'achat » scandaleuses, après que les Etats-Unis aient transmis des informations sur le manque de sécurité des ordinateurs, serveurs ou réseaux de télécommunications fabriqués en Chine, notamment à destination du gouvernement et des institutions japonaises.

Cession de ARM à Nvidia

Dans le cas précédent, nous évoquions SoftBank Corp pour les télécommunications, il s'agit ici de SoftBank pour les puces électroniques, propriétaire de la société anglaise ARM, (le géant des microprocesseurs) cédée à la société américaine Nvidia (championne des cartes graphiques)
L'opération étant perturbée par la filiale Arm China, dirigée par Allen Wu qui menace de faire « capoter » la transaction avec Nvidia. En cause, le fait d'avoir été démis de ses fonctions pour « conflits d'intérêts ».
Allen Wu, détient 16,6 % de la filiale et compte bien monnayer son soutien à cette méga cession. Il est à noter, que la chine a d'ores et déjà déclaré « en off » qu'elle s'opposera à la réalisation de cette vente.

Le plan massif de relocalisation

Le Japon se dote de d'une enveloppe de 600 milliards de dollars dans le cadre « d'un plan de relance » de son économie.
Près de 2,2 milliards de dollars vont être consacrés à une relocalisation de son industrie, à travers 87 entreprises encouragées à quitter la Chine, 57 d'entre elles ouvriront des usines au Japon, en particulier dans les domaines des pièces automobiles, composants électroniques, aéronautiques, engrais, médicaments et matériel médical.
Une trentaine d'entreprises japonaises, vont quant à elle déplacer leurs productions vers les pays d'Asie du sud-est. Ces entreprises, bénéficieront, quand même, des subventions de relocalisations des lors qu'elles s'engagent à maintenir ouvertes leurs lignes de production et leurs livraisons au Japon en cas de crise.

Méthodologie chinoise

« *I've read hundreds of books about China over the decades. I know the Chinese. I've made a lot of money with the Chinese. I understand the Chinese mind* »
President Trump, 2011.

Schéma de base : culture et multilatéralisme

En accord avec les préceptes confucéens, la Chine investit les territoires grâce aux échanges culturels et aux investissements dédiés au développement, vecteurs universels d'amitié entre les peuples (*Soft power*). C'est au nom de cette amitié et moyennant un excédent commercial considérable (là où la plupart des pays affichent des déficits) qu'elle vole au secours des économies inflationnistes par absorption d'une partie de la dette des États (bons du Trésor), disposant, *in fine*, d'un moyen de pression sur les négociations bilatérales (menaces de déstabilisation) ou multilatérales (pressions sur les partenaires commerciaux de pays hostiles à la Chine). Impliquée dans de nombreux accords au niveau international, l'empire du Milieu peut déplacer le curseur au gré de ses intérêts et contrer les attaques d'éventuels concurrents. Bien loin du *win-win* affiché (non-ingérence dans les affaires intérieures des pays et recherche d'avantages mutuels), la manœuvre l'autorise, surtout, à se poser systématiquement en victime, ce qui fonde moralement, croit-elle, son droit à rétorsion.

Des attaques et mesures de rétorsion protéiformes.

La Chine actionne concomitamment ou successivement des leviers de représailles à l'endroit des États, des entreprises ou des personnes. Ces leviers recourent à des instruments d'ordre éminemment scalaire, international (dévaluation de la monnaie et subventions à l'export, accords, pressions diplomatiques, endiguement des États hostiles par soutien y compris militaire aux États limitrophes), national (taxes à l'import, partage de technologie, fermeture du marché intérieur, expulsions, interdictions de séjour), selon des combinaisons propres à chaque situation (entreprises contre État, entreprises contre entreprises, personnes physiques contre État, entreprises contre personnes physiques…) ; le but étant de disposer de la bonne arme, de la bonne stratégie et des bonnes tactiques au bon moment. A la

conquête du marché mondial, dont elle s'offusque régulièrement à l'OMC qu'il ne lui est pas totalement ouvert, la Chine sait pourtant user de protectionnisme en interdisant son marché intérieur aux entreprises susceptibles de freiner le développement de ses pépites et leur accession à une taille critique, exige des entreprises souhaitant s'implanter sur son territoire un partage de technologies ou impose des clauses de force majeure lui permettant une prise de contrôle rapide, indépendamment des prétentions légitimes des États-sièges d'origine.

Le Yin et le Yang de sa stratégie financière et commerciale.

De la même manière que les entreprises et les organisations américaines peuvent financer à la fois les campagnes présidentielles des républicains et celles des démocrates (Political Party Funding – PPT), s'adjugeant la victoire à tous les coups, la Chine joue de tous les contraires. Par des réserves de change à la démesure de son excédent commercial, elle accroit sa quotepart et donc son poids au sein du FMI, en même temps qu'elle crée la Banque asiatique d'Investissement pour les Infrastructures (BAII), alternative au FMI, et qui lui assure de pouvoir contourner les dispositions du droit américain dans son volet extraterritorial, en imposant le yuan comme monnaie pour les échanges internationaux. Confrontée aux dynamiques d'intégration régionale, telles qu'elles se sont imposées depuis la Seconde guerre mondiale et qui menacent directement son hégémonie, elle propose des mégas contrats aux États confédérés et s'oppose aux confédérations constituées pour fissurer les ententes. Elle conditionne encore la conclusion d'accords commerciaux à l'acceptation d'autres accords d'ordre politique (environnement…) ou économique internationaux (Junktim) et louvoie habilement entre les cultures commerciales de chaque pays, entre guerre des nerfs fiscale à destination des économies capitalistes occidentales et surenchère contractuelle envers les économies capitalistes asiatiques pour briser net les influences et intimidations extérieures. De fait, la mesure consistant à imposer des droits de douanes prohibitifs à certains pays et simultanément réduire ceux d'autres pour isoler les fautifs, résume, à elle-seule, la dualité d'approches dans la guerre commerciale qui la confronte au reste du monde et qui recoupe les fonctions de la peine en droit pénal général : punir, isoler, stigmatiser, rééduquer.

Le dumping comme critère d'acquisition d'une position dominante.

Mainte fois dénoncé à l'OMC pour entretenir sciemment la faiblesse de sa monnaie et utiliser les subventions à l'export pour accroître sa compétitivité, la Chine obtient néanmoins, au nom du respect des lois de la concurrence, de pouvoir vendre ses produits à des coûts inférieurs à ceux du marché et vendre à perte. Poussant cette logique à son paroxysme, les délocalisations notamment au Vietnam ou bien au Bengladesh, lui assurent une main d'œuvre moins chère encore que la sienne (dumping social) et le pouvoir de contourner les taxes à l'entrée du marché américain.

Conclusion

« La Chine est tout à la fois un partenaire, un concurrent et un rival systématique » Jean-Yves Le Drian, chef de la diplomatie française, le 26 août 2020, université d'été du Medef.

Cette citation du Ministre français des affaires étrangères illustre bien la situation, la posture de la Chine, et la complexité des interactions. A cela s'ajoute le jeu américain et son ambition première, rééquilibrer sa balance commerciale avec la Chine. La guerre commerciale sino-américaine a été déclarée le 22 mars 2018.

Cet affrontement économique se déroule sur plusieurs fronts. Si nous devons faire une analogie historique, nous pourrions comparer ce conflit à la guerre de sept ans, première guerre véritablement mondiale, première guerre sur plusieurs fronts. Il reste à identifier qui est la Grande-Bretagne, qui est la France. Sur le plan commercial, qui en sortira grandi et qui sera abaissé ? Pour rappel, en 1763, à la fin du conflit, la France a perdu ses positions en Asie et son influence sur l'Amérique du Nord. La Grande-Bretagne a agrandi son influence sur les mers, océans et colonies.

Actuellement il est encore trop tôt pour dire si les États-Unis, à l'image de l'Angleterre du XVIIIè siècle, ont réussi à maintenir leur hégémonie sur le globe. Les États-Unis imposent sur leur territoire un jeu de taxes, mettent en place des embargos ciblés. La Chine n'est pas sans réponse. L'empire du Milieu dispose de ses capitaux disponibles, de son marché gigantesque et de ses exportations à bas prix, mais il semble manquer d'alliés.

L'Europe malgré la pluralité des modèles et relations avec la Chine, cherche une voie médiane, une sorte de troisième voie dans un désordre organisé. Mais le jeu reste précaire, car des points d'ancrage chinois importants ont été identifiés aux Pays-Bas, au Portugal et dans les pays de l'Est européen.
Dans ce conflit des pays ont manifesté leur soutien aux États-Unis, sous la contrainte ou volontairement. Le Royaume-Uni avec l'exclusion de Huawei de son marché en est un exemple marquant. En ce début d'année 2021, les zones d'affrontements commerciaux semblent se rapprocher de la Chine, avec l'Australie, ou encore l'Inde et l'Asie du Sud-Est.